



**IMT Atlantique**  
Bretagne-Pays de la Loire  
École Mines-Télécom

**CCTP**

**Marché de Maintenance des Installations de Chauffage, Eau  
Chaude Sanitaire, Traitement d’Air, Climatisation, Salle Blanche,  
Froid Alimentaire**

**Type P2 avec intéressement et provision forfaitaire P3**



## Table des matières

<b>CHAPITRE I – GENERALITES</b>	<b>5</b>
1. OBJET DU CONTRAT	5
2. DEFINITION DE LA PRESTATION	6
3. ETENDUES ET LIMITES DES PRESTATIONS	6
4. PRISE EN CHARGE DES INSTALLATIONS	6
5. QUALIFICATION	7
<b>CHAPITRE 2– CONTENU DES INSTALLATIONS</b>	<b>8</b>
1. SITE	8
2. CLASSEMENT ERP	9
3. COMPOSITION DES EQUIPEMENTS TECHNIQUES	9
3.1–LES PRODUCTIONS THERMIQUES.	9
3.2–LES RESEAUX INTERNES	9
3.3–LES APPAREILS DE DIFFUSION	9
3.4–INSTALLATION FRIGORIFIQUES	10
3.5–ENERGIE et FOURNITURES	10
3.6–ELECTRICITE	10
<b>CHAPITRE 3– MAINTENANCE GENERALE AU TITRE DU P2</b>	<b>11</b>
1. OBLIGATION FORFAITAIRE DE L’EXPLOITANT	11
1.1 – INSTALLATIONS A EXPLOITER	11
1.2– MISE A DISPOSITION DE MOYENS HUMAINS	11
1.3– REGLAGE DES INSTALLATIONS	12
1.4– CONSIGNATION DES ACTIONS DE CONDUITE	12
2. TYPE DE CONTRAT	12
2.1– DOCUMENTS A FOURNIR PAR PRESTATAIRE	12
2.2– TEMPERATURES D’EXPLOITATION	13
2.3– DUREE DE LA SAISON DE CHAUFFE	13
2.4– EAU CHAUDE SANITAIRE	14
2.5– EXPLOITATION de la GTB	14
2.6– EXPLOITATION du délesteur R01	15
<b>CHAPITRE 4– MAINTENANCE PREVENTIVE AU TITRE DU P2 Exploitation Entretien Assistance</b>	<b>16</b>
1. PERIODICITE	16
2. PRESTATIONS TECHNIQUES	17
2.1– PRÉPARATEUR ECS	17
2.2– RESEAUX HYDRAULIQUES	17
2.3– GEL DES INSTALLATIONS	17
2.4– TRAITEMENT ET ANALYSE DES EAUX	18
2.5– ECS et PREVENTION EN MATIERE D’HYGIENE LEGIONNELLE	18
2.6– DETECTION DE GAZ	19
2.7– ARMOIRES ET COFFRETS ELECTRIQUES	19
2.8– NETTOYAGE RESEAUX VENTILATION – HOTTES - CONDUITS	19
2.9– RESEAU AIR COMPRIMÉ	19
2.10– SUPERVISION	19
2.11– RECUPERATION EAU PLUVIALE	20
2.12– MAINTENANCE INSTALLATION « Traitement d’air »	20
2.13–SUIVI INSTALLATION SOLAIRE I04 et I012	20
2.14–OPTIMISEUR ENERGIE	20

2.15–CLIMATISATIONS SALLES SERVEURS	20
2.16–SALLES BLANCHES	21
2.17–CVC et FROID ALIMENTAIRE R01	21
3. MAINTENANCE CORRECTIVE	22
3.1– ASTREINTE	22
3.2– DELAIS A RESPECTER	22
4. MOYENS DE COMMUNICATION	23
<b>CHAPITRE 5 – MAINTENANCE GARANTIE TOTALE P3 ENCADRE</b>	<b>24</b>
1. DEFINITION DE LA GARANTIE TOTALE P3	24
2. REMPLACEMENT EQUIPEMENTS	24
3. ETENDUE DE LA GARANTIE TOTALE P3 ENCADRE	24
4. EXCLUSION DE LA GARANTIE TOTALE P3 ENCADRE	24
5. CERTIFICAT D'ECONOMIE D'ENERGIE (CEE)	25
6. REMPLACEMENT DE CIRCULATEURS	25
7. TRANSPARENCE ET GESTION DU COMPTE DE GARENTE TOTALE P3 ENCADRE	25
7.1 Procédure de validation des travaux à entreprendre	25
7.2.- Travaux urgents (continuité du service)	26
7.3.- Travaux, gestion financière et apurement de la provision P3 à chaque fin d'exercice contractuel	26
7.4.- Travaux et fournitures hors contrat	26
<b>CHAPITRE 6 - CLAUSE Intéressement</b>	<b>27</b>
1. PERIMETRE DE L'INTERESSEMENT	27
2. PLAN DE COMPTAGE	27
3. SUIVI PERIODIQUE	27
4. OBJECTIF DE CONSOMMATIONS ET CALCUL INTERESSEMENT	28
5. PARTAGE DES ECONOMIES OU EXCES	29
6. DEFINITION DU PRIX DU COMBUSTIBLE K pour la valorisation de l'intéressement	30
7. RÉVISION DU NB :	30
<b>CHAPITRE 7 – INEXECUTION – SANCTIONS – FIN DE CONTRAT – ETAT DES LIEUX – RESILIATION - CONTESTATIONS</b>	<b>31</b>
1. MISE EN DEMEURE	31
2. PENALITES	31
3. DEPANNAGES	31
4. PRESTATIONS P2 ET P3 « Non conformes »	31
5. INSUFFISANCE OU EXES DE TEMPERATURE	31
6. FOURNITURE DE DOCUMENTS DIVERS	32
7. SURCONSOMMATION EAU (réseau chauffage)	33
8. LIMITES DES OBLIGATIONS	33
9. RESILITATION – FIN DE CONTRAT	33
10. CONTESTATION	35
<b>CHAPITRE 8 - DOCUMENTS D'EXPLOITATION ET D'INFORMATION</b>	<b>36</b>
1. DOCUMENTS D'EXPLOITATION	36
2. DOCUMENTS PERIODIQUES A FOURNIR AU CLIENT	37
3. REUNIONS de SUIVI	38
4. RELEVES MENSUELS	38

<b>CHAPITRE 9 - SECURITE DES PERSONNES ET DES BIENS</b>	<b>39</b>
1. REGLES GENERALES DE SECURITE	39
2. PLAN PREVENTION	40
3. PROTECTION DES INSTALLATIONS EXISTANTES	40
4. SIGNALISATION DES TRAVAUX	41
5. TRAVAIL EN HAUTEUR	41
6. PROCEDURES EN CAS DE SINISTRE	41
7. VESTIAIRES	41
8. RISQUE AMIANTE	41

# CHAPITRE I – GENERALITES

## 1. OBJET DU CONTRAT

Les stipulations du présent CCTP ont pour objet de définir les conditions particulières dans lesquelles le CLIENT confie au PRESTATAIRE un ensemble de tâches relatives à l'Exploitation et à la Maintenance des Installations de Chauffage, d'Eau Chaude Sanitaire, Traitement d'Air, Salle Blanche, Froid alimentaire rattachées au site de IMT Atlantique Campus Brest.

Le candidat remettra une proposition en prestation forfaitaire P2-P3-PFI (Prestation Forfaitaire Intéressement) pour une durée de 56 mois.

La prestation PFI sera activée par l'intermédiaire d'un avenant à l'issu de la 1<sup>ère</sup> année du contrat.

D'une manière générale, les objectifs de ce marché sont :

### **P2 : Conduite de l'installation et du petit entretien des matériels**

- Exploitation et maintenance des installations de chauffage, climatisation, ventilation, production d'eau chaude sanitaires, salle blanche, froid alimentaire en assurant le confort et la sécurité des usagers
- Maintenance corrective des installations citées pour limiter les perturbations des activités liées au campus.
- Respect de l'ensemble des gammes de maintenance détaillées en Annexe du CCTP repartis en 5 catégories et 6 typologies d'équipements

### **P3 : Provision forfaitaire annuelle (dénommée provision P3 transparent encadré) pour travaux, garantie totale et travaux de renouvellement programmés**

- La provision P3 consiste en l'obligation pour le PRESTATAIRE de réparer ou de remplacer, tous matériels défectueux parmi ceux pris en charge (hors dégradation volontaire) de façon à maintenir l'installation en bon état de fonctionnement continu mais ceci dans la limite financière de la redevance annuelle P3 fixée pour ce marché (Soumis à avis du CLIENT avant exécution).
- Le remplacement du matériel devra être entendu non systématiquement à l'identique, mais dans le respect des performances énergétiques imposées par la loi du 13 juillet 2005 et ses textes d'application, et les différentes réglementations liées aux économies d'énergie.
- Le montant de cette provision annuelle P3 sera limité à 25k€ Hors Taxes (hors révision prévue au CCAP). Toute dépense supplémentaire (au-delà de ces 25 k€ par an) qui serait rendue nécessaire ne sera pas prise en charge par LE PRESTATAIRE au titre du P3 mais fera l'objet d'un devis **hors marché**. Dans ce cas, LE CLIENT se réservera la possibilité de faire réaliser les travaux par l'entreprise de son choix.

Chaque dépense devra être valorisée suivant les conditions tarifaires définies au DPGF et validée par le CLIENT.

Au terme du marché, si la somme des dépenses est inférieure au montant total du P3, LE PRESTATAIRE devra restituer la différence au CLIENT selon les modalités de l'article du chapitre 5 article 7.3 du présent CCTP.

### **Clause d'Intéressement PFI**

- Maîtriser les dépenses énergétiques.
- Réduction des consommations d'énergie avec une mise en place d'un plan de performance énergétique PFI et un suivi mensuel des consommations d'énergie (Cf chapitre 6)
- La mise en service du Réseau Chaleur Urbain a été réalisé en Octobre 2023
- Cette clause d'intéressement sera déployée après une période d'observation d'une saison chauffe

## **2. DEFINITION DE LA PRESTATION**

Les prestations de l'exploitant du présent lot devront être exécutées selon les règles suivantes :

- Exploitation des installations en assurant le confort des usagers, pendant la période de fonctionnement et selon les programmes définis et validés par le service DPSG « Direction Patrimoine et Service Généraux » du site de Brest.
- Pérennisation des installations sur l'ensemble des équipements par une maintenance préventive P2 respectant impérativement les consignes portées à l'annexe « Gammes de maintenance »
- Maintenance corrective avec remplacement pièces (montant forfaitaire inclus dans marché à hauteur de 25k€)
- Conseil et information au CLIENT sur les orientations et évolution des réglementations
- Mise en place d'un plan de performance énergétique pour améliorer les dépenses énergétiques après une période d'observation (1 an), contractualisé via avenant (Voir CCAP).

Il s'agit à la fois d'un marché à obligation de résultat « Fonctionnement des installations » et de moyens « respect des gammes d'entretien et de maintenance du CCTP ».

## **3. ETENDUES ET LIMITES DES PRESTATIONS**

Les prestations sont à exécuter sur l'ensemble des équipements, listés dans les annexes, réparties en 5 grandes catégories :

- A : « Liste des équipements chaufferie et Eau Chaude Sanitaire »
- B : « Liste des équipements climatisation des locaux serveurs »
- C : « Liste des équipements liés au CVC et Froid alimentaire du restaurant inter-entreprise R01 »
- D : « Liste des équipements pour les Salles Blanches C07 »
- E : « Liste des équipements liés au traitement d'air confort »
- F : « Comptage »

En fonction de l'évolution du patrimoine ou des textes en vigueur, les représentants du CLIENT pourront, selon leurs besoins, modifier le contrat via rédaction d'avenant (ex : clause PFI)

## **4. PRISE EN CHARGE DES INSTALLATIONS**

LE PRESTATAIRE retenu à l'issue de la consultation aura obligation de prendre en compte les installations en l'état et à la date contractuelle du présent marché.

Après notification du marché, une réunion de démarrage sera organisée par le client avec une visite des installations et consignations d'éventuelles remarques.

Un procès-verbal sera établi à cette occasion.

Le Prestataire devra réaliser un inventaire et audit complet de prise en charge des installations dans un délai **de 2 Mois** après la réunion de démarrage fixée dans le mois de la notification du marché.

Le rapport d’audit de prise en charge ainsi réalisé, incluant l’ensemble des photographies et commentaires du PRESTATAIRE, devra être transmis en version électronique au CLIENT.

Le prestataire communiquera au CLIENT l’audit en version Excel en s’appuyant sur la base listée dans le DOE.

Celle-ci sera incrémentée ou modifiée en fonction des relevés.

En fin de marché en cours, une bonne collaboration sera exigée de la part du prestataire vis-à-vis du nouveau partenaire sous la maîtrise de la DPSG, pilote du marché.

## **5. QUALIFICATION**

Le PRESTATAIRE doit disposer au minimum des qualifications professionnelles suivantes ou équivalentes :

- **QUALIBAT 5544 – exploitation avec garantie totale d’installation de toute importance**
- **Exploitation d'installation de chauffage et de rafraîchissement avec garantie totale dans tout type de bâtiment d’une surface supérieure à 1000 m2**

Le PRESTATAIRE doit pouvoir présenter les certificats et qualifications dans son mémoire technique.

# CHAPITRE 2– CONTENU DES INSTALLATIONS

## 1. SITE

Adresse du site à maintenir :

**IMT Atlantique Bretagne-Pays de Loire**  
**655, Avenue du Technopôle**  
**29280 Plouzané**

Le dossier porte sur l'ensemble du patrimoine immobilier du campus « Voir annexe Plan du site et Implantation Technique ».

Il regroupe un ensemble de bâtiments reliés et/ou isolés :

- Bâtiment A01 : Accueil : Direction et Administration
- Bâtiment B01 : Economie, Inspection des Etudes, Espace Entreprises, Salles de cours
- Bâtiment B02: Amphitheatre
- Bâtiment B03 : Salle de cours
- Bâtiment B04: Salle polyvalente
- Bâtiment C01: Micro ondes
- Bâtiment C02 : Micro-ondes et électronique
- Bâtiment C03 : Optique et électronique
- Bâtiment C04: Micro ondes
- Bâtiment C05 : Langues : Bureaux et Laboratoires
- Bâtiment C06 : Bureaux
- Bâtiment C07 : Salles Blanches Espace ARAGO
- Bâtiment D01 : Informatique – Salles de TP
- Bâtiment D02 : Service Edition, Courrier, Libre-service informatique, Service Audiovisuel, Documentation
- Bâtiment D03 : Salles de TP Informatique
- Bâtiment E01 : Centre de vie – Cafétéria
- Bâtiment F01 : Entrée principale – Gardiennage
- Bâtiment G01 à G05 : Pavillons de fonctions
- Bâtiment H01 : Locaux divers
- Bâtiment H02 : Foyer des élèves
- Bâtiment J01-02-03: Service DPSG
- Bâtiment K01 : Bureaux-Salles de cours
- Bâtiment K02 : Bureaux-Salles de cours
- Bâtiment L01: Incubateur d'entreprises
- Bâtiment R01 : Restaurant d'entreprise
- Bâtiment S01-02-03: Complexe sportif
- Bâtiment S04: Bâtiment de stockage
- Bâtiments I01, 02, 03, 04, 05/15, **06\***, 07/14, 08, 09,**10\***, **11\***,**12\***: “Hébergement élèves”  
(\*): Prestation Similaire



## 2. CLASSEMENT ERP

UTILISATION	Bloc: A-B-C-D-E non isolés	Bât : H01, H02 non isolés	Bât : S01 ,S02, S03,S04 Isolés	Bât : J01, J02, J03 isolés	Bât : K1 K02 isolés	Bât : L00 Isolé	Bât F01 Isolé	Bât pôle astro	Bât restaurant R01
NOMBRE DE NIVEAUX	3	2	Rdc	Rdc	2	Rdc	2	1	2
CLASSEMENT	R de 2ème	N de 2ème	L-X de 2ème	Code travail	R de 5ème	Code travail	Code travail	R de 5ème	N de 2ème

Les bâtiments hébergements élèves sont classés dans la catégorie et réglementation spécifique aux habitations.

**Voir annexe « Plan campus »**

## 3. COMPOSITION DES EQUIPEMENTS TECHNIQUES

Le PRESTATAIRE analysera les annexes listant les équipements CVC à maintenir.

### 3.1–LES PRODUCTIONS THERMIQUES.

Les productions thermiques utilisent le Réseau Chaleur Urbain « TBI » pour chauffer les différents réseaux de chauffage, eau chaude sanitaire.

Un réseau de chaleur composé de 14 points de livraison chemine dans le campus pour alimenter l'ensemble des sous-stations présentes sur site.

Chaque secteur est composé d'une ou plusieurs sous-stations suivant le type d'installation.

Le plan de cheminement du RCU est joint dans les annexes du présent dossier.

Pour information l'ancien « Réseau de Gaz » est maintenu sous pression dans l'enceinte du campus.

### 3.2–LES RESEAUX INTERNES

Les réseaux internes présents sur le campus sont nombreux et avec des cheminements différents (enterrés, caniveaux techniques, vide-sanitaires ...).

Ces réseaux transportent différents fluides :

- Réseau de Chaleur
- Gaz de ville
- Adjonction Eau Potable et ses actionneurs (bouches à clef, vannes de décharge...)
- Réseau de chauffage essentiellement en vide sanitaire
- Réseau interne « campus » alimentant les sous-stations des résidences via caniveau technique
- Réseau d'air comprimé
- Réseau de récupération d'eau pluviale
- Réseau ERDF
- Réseau Eau usée et Eau potable

### 3.3–LES APPAREILS DE DIFFUSION

Les appareils de diffusion pour des réseaux techniques sont composés d'émetteurs, d'organes de réglages, de coupures, de régulation :

- Echangeur à plaques
- Vannes 3 voies avec sondes diverses
- Supervision et action via Gtb technique « Schneider »
- Vannes de réglage en pieds de colonnes
- Radiateurs acier et robinets thermostatiques avec équilibrage hydraulique intégré
- Caisson Traitement d'Air
- Installations Frigorifiques

Sur le campus, l'eau chaude sanitaire est chauffée de différentes façons :

- Via Réseau Chaleur Urbain
- Via un préparateur ECS gaz « bâtiment R01 »
- Réseau interne hydraulique associé à une sous-station « résidences étudiante I »
- Résistances électriques

### 3.4–Les INSTALLATIONS FRIGORIFIQUES

Les installations frigorifiques sont réparties en 4 catégories avec des usages différents à savoir :

- Locaux serveurs et climatisés via climatiseur à détente directe ou groupe eau glacée
- Bâtiment restaurant R01 via groupe froid et ses 15 chambres froides
- Bâtiment Salles Blanches C07 via un groupe thermo-frigo pompe
- Pavillons via Pompes à Chaleur

### 3.5–ENERGIE ET FOURNITURES

Les installations thermiques sont raccordées au réseau gaz de ville **GRDF**, **Réseau Chaleur Urbain** du Technopôle, **Réseau électrique Enedis** permettant le fonctionnement des installations techniques. La fourniture des énergies est gérée en interne par le service marché du CLIENT.

### 3.6–ELECTRICITE

Le réseau de distribution interne fournit à chaque entité thermique l'électricité nécessaire à son fonctionnement via son tableau de protection extérieur et son armoire électrique dédiée.

### 3.7–GAZ

Le PRESTATAIRE assure la maintenance du réseau gaz à partir de la vanne de barrage située en aval du coffret de comptage (propriété GRDF) y compris les canalisations et organes de sécurité jusqu'au préparateur ECS, et appareils de cuisson.

### 3.8–RESEAU CHALEUR

Un RCU a été livré et mis en service en Octobre 2023. Le MOE Brest Métropole Océane a confié l'exploitation de celui-ci à l'opérateur « Engie ».

### 3.9–PROPRIETES

Toutes les installations sont et restent la propriété du CLIENT avec une particularité pour les bâtiments Maisel I.

# CHAPITRE 3– MAINTENANCE GENERALE AU TITRE DU P2

## 1. OBLIGATION FORFAITAIRE DE L'EXPLOITANT

### 1.1 – INSTALLATIONS A EXPLOITER

L'exploitant s'engage à exécuter la maintenance sur les installations suivantes :

- L'ensemble des équipements nécessaires à la production et la distribution de chaleur.
- L'ensemble des équipements nécessaires à la production et à la distribution d'eau chaude sanitaire et d'eau froide.
- L'ensemble des équipements de traitement d'air et réseaux associés, y compris production (groupe d'eau glacée, cta...).
- L'ensemble des équipements de climatisation des salles serveurs et locaux climatisés
- L'ensemble des équipements nécessaires pour assurer le bon fonctionnement du restaurant R01 « Froid alimentaire » et « CVC » et équipements de délestage avec partenaire RSW
- L'ensemble des équipements nécessaires au traitement d'air des Salles Blanches C07
- L'ensemble des équipements nécessaires à la production et à la distribution d'air comprimé.
- L'ensemble des installations de récupération d'eau pluviale (Bâtiments B04, R01).
- L'ensemble de l'installation Gestion Technique Bâtiment en collaboration avec partenaire Airca

Il est entendu que s'ajoutent aux installations décrites ci-dessus les organes et équipements associés :

- L'ensemble des armoires et équipements électriques et Gestion Technique Bâtiment associée
- L'ensemble des équipements nécessaires à la distribution du fluide issu du RCU,
- L'ensemble des organes de régulation,
- L'ensemble des équipements de sécurité et d'alarme liés (y compris les dispositifs d'arrêt des équipements asservis à la détection incendie et les DAD des centrales de traitement d'air),
- Les appareils de mesure (thermomètres, manomètres, etc.)

**Voir annexe « Liste des équipements »**

### 1.2– MISE A DISPOSITION DE MOYENS HUMAINS

Le PRESTATAIRE mettra à disposition un technicien référent associé à une équipe pour assurer la continuité des prestations.

Les techniciens qualifiés et formés devront justifier leurs compétences en fournissant les certificats et qualifications correspondantes en fonction des actions réalisées.

Les installations doivent être opérationnelles 24h/24h et 365j/365.

LE PRESTATAIRE assurera par ailleurs l'ensemble des dépannages nécessaires, 24h/24h et 365j/365.

LE PRESTATAIRE communiquera un **point d'accès téléphonique** (au tarif d'une communication normale sans surcoût), un **portail d'accès extranet** propre au PRESTATAIRE. Ces deux vecteurs principaux de communication seront utilisés pour faciliter l'exploitation des installations du contrat et la communication liée.

L'outil informatique devra inclure un suivi des demandes pour faciliter la visibilité des interventions.

LE PRESTATAIRE assurera impérativement une présence sur site durant la saison de chauffe en rapport avec le nombre d'heures indiqué dans sa réponse au dossier de consultation annexe du présent contrat.

### 1.3– REGLAGE DES INSTALLATIONS

LE PRESTATAIRE réalisera des actions précises pour analyser l'efficacité des installations CVC dans le souci d'obtenir des températures uniformes et conformes aux exigences du CLIENT.

Il utilisera les installations techniques mis à sa disposition pour assurer le réglage de ces installations. La Gtb facilitera le suivi à distance des dites installations.

Le PRESTATAIRE inclura dans son offre les prestations suivantes liées au pilotage des installations :

- Réaliser la mise en route et arrêt des installations sur demande du CLIENT.
- Instaurer un réduit de chauffage en fonction des activités de l'école.
- Etablir un diagnostic rapide en cas d'inconfort.
- Modifier les paramètres de chauffage (programmes horaires, courbe de chauffe...) pour favoriser les économies d'énergies tout en respectant les contraintes de températures.
- Entretenir les robinets thermostatiques et vérifier l'efficacité des émetteurs.
- Réaliser des rondes de températures et affiner les réglages en fonction des constats et températures mesurées (à minima 2 fois 20 locaux par saison chauffe via enregistreur de températures sur une période de 7 jours consécutifs)
- Le RCU est arrêté du 31/05 au 01/10 et impose un fonctionnement en mode « Electrique » de l'Eau Chaude Sanitaire (contrainte forte) « Zone Hébergements »
- Piloter le bon fonctionnement des climatisations gérant le maintien en température des salles serveurs et locaux serveurs
- Piloter le bon fonctionnement des installations de Traitement d'air gérant la qualité d'air ISO 5 – ISO 6 dans les salles blanches C07
- Piloter le bon fonctionnement des installations de froid alimentaire et CVC gérant la partie restauration R01

### 1.4– CONSIGNATION DES ACTIONS DE CONDUITE

LE PRESTAIRE du contrat installera dans chacun des locaux techniques un cahier de suivi actant toutes les actions réalisées ou un process via scan code.

Ces dites actions seront également inscrites dans le support web pour visualiser à distance l'ensemble des interventions.

## 2. TYPE DE CONTRAT

Le présent contrat est de type P2 P3 PFI « Maintenance et entretien » avec un montant forfaitaire pour pallier aux éventuelles défaillances des installations techniques.

Vu l'ampleur des installations et consommations induites, le PRESTATAIRE chiffrera un Prestation Forfaitaire avec Intéressement (PFI) à compter de la deuxième année du contrat via avenant.

La clause d'intéressement et ses obligations seront décrites dans CHAPITRE 6.

### 2.1– DOCUMENTS A FOURNIR PAR PRESTATAIRE

Le PRESTATAIRE fournira en début d'année civile (sauf 1<sup>er</sup> exercice) un planning listant les principales opérations d'exploitation du contrat :

- Maintenance des installations techniques (Sous-stations, CTA, VMC, robinets thermostatiques, R01, Climatisation, Salles Blanches ...)
- Période pour relevés de température et actions correctives liées
- Date de mise en service et arrêt des installations
- Assistance au bureau contrôle pour contrôle technique des ESP et équipements de climatisation
- Date des contrôles réglementaires (disconnecteurs, réseau gaz R01 ...)

## 2.2– TEMPERATURES D'EXPLOITATION

Le service DPSG imposera les températures suivantes en fonction de la typologie des bâtiments.

En règle générale :

- **Zones Salles de cours, Bureaux**  
**Plages horaires « confort » : L-M-M-J-V « 8h – 18h », réduit 18h – 8h**
- Bureaux/Salles de réunion : Température confort 19°C, réduit 15°C
- Sanitaires/Circulation : Température confort 18°C, réduit 15°C
- Salles cours : Température de confort 19°C, réduit 15°C
- Grands volumes (amphithéâtre, salle de restaurant) chauffés par CTA : Température de confort 19°C, réduit 15°C
- Grands volumes (Centre vie) chauffés par CTA : Température de confort 19°C, réduit 15°C
- **Zone Foyer H01/H02**  
**Plages horaires « confort » : L-M-M-J-V-S-D « 8h – 18h »**
- Foyer H01/H02 : Température confort 19°C, réduit 15°C
- **Zone Maisel**  
**Plages horaires « confort » : L-M-M-J-V-S-D « 8h – 22h »**
- Hébergement I01/02/03/04/05-15/07-14/08/09 : Température confort 19°C, réduit 15°C
- Les températures des locaux techniques hébergeant des process particuliers (Salles blanches, Salles serveurs, Froid alimentaire) respecteront les contraintes normatives des équipements hébergés.

En cas de défaillance de tout ou partie d'une installation, le PRESTATAIRE apportera une solution technique approprié pour assurer le confort des utilisateurs.

Ces dites températures seront vérifiées 2 fois par saison de chauffe comme évoquée auparavant.

Un échantillonnage de zone défavorisée pourra être choisi par le CLIENT. (Q=20 locaux environ).

Le PRESTATAIRE s'engage à contrôler 20 locaux (deux fois) durant 7 jours consécutifs pendant la saison de chauffe.

Toute modification de ces paramètres sera actée via un avenant au marché.

## 2.3– DUREE DE LA SAISON DE CHAUFFE

La saison de chauffe est encadrée par le gestionnaire du Réseau Chaleur Urbain qui contractuellement nous livre de la chaleur du 01 OCTOBRE au 31 MAI de chaque année.

Habituellement, LE CLIENT ordonne la mise en route du chauffage en S43 (Mi-octobre) pour s'achever en S17 (Fin-avril).

Les ordres de mise en service et arrêt sont donnés par LE CLIENT.

Des périodes de mise en réduit peuvent être demandées en fonction de l'occupation des locaux.

En dehors des périodes de production RCU, la zone « Maisel » et sa production ECS sera assurée par une production 100% électrique qui exigera une attention particulière.

Les installations thermiques des bâtiments I04 et I12 sont équipées de panneau solaire.

## 2.4– EAU CHAUDE SANITAIRE

Le PRESTATAIRE assurera la maîtrise complète de la boucle d'eau chaude sanitaire jusqu'au mitigeurs inclus.

Il appliquera strictement la réglementation en vigueur anti-légionelles.

Les températures cibles à atteindre :

- Température minimum retour bouclage supérieure à 50°C
- Température minimum en tout point de puisage (hors eau mitigée) supérieure à 50°C
- Température de départ ECS : 58°C (+2°C/-3°C).

Les analyses réglementaires réalisées annuellement seront organisées et incluses dans le contrat du PRESTATAIRE au titre de la redevance P2.

Elles seront renouvelées si les analyses ne sont pas concluantes dans la limite de 2 analyses. (Si dépassement justifié à la charge du CLIENT dans la limite de 2 prélèvements par sous-stations de production).

Le prestataire réalisera les traitements adaptés pour réduire les taux non-conformes.

Les réseaux ECS sont essentiellement situés aux résidences étudiantes et sportives (I01, I02, I03, I04, I05/15, I06\*, I07/14, I08, I09, I10\*, I11\*, I12\*, S01).

(\*): Prestation Similaire

## 2.5– EXPLOITATION de la GTB

L'ensemble des installations « Chauffage-Ecs » sont supervisées par une GTB facilitant les différents réglages et mises en réduit à savoir :

- Sous-station A01 « réseaux radiateurs »
- Sous-station B02 « caisson traitement d'air »
- Sous-station B03 « réseaux radiateurs »
- Sous-station B04 « réseaux radiateurs et cta »
- Sous-station D01 « réseaux radiateurs »
- Sous-station E01 « caisson traitement d'air »
- Sous-station F01 « réseaux radiateurs »
- Sous-station H01/H02 « réseaux radiateurs/cta »
- Sous-station L01 « réseaux radiateurs »
- Sous-station K01 « réseaux radiateurs »
- Sous-station K02 « réseaux radiateurs »
- Sous-station I01 « réseaux radiateurs/ecs » en 2025
- Sous-station I02 « réseaux radiateurs/ecs »
- Sous-station I03 « réseaux radiateurs/ecs » en 2025
- Sous-station I04 « réseaux radiateurs/ecs » + solaire
- Sous-station I05/15 « réseaux radiateurs/ecs » Mise en service 2024 et 2026
- Sous-station I06\* « réseaux radiateurs/ecs »
- Sous-station I07/14 « réseaux radiateurs/ecs » Mise en service 2024 et 2025
- Sous-station I10\* « réseaux radiateurs/ecs »
- Sous-station I11\* « réseaux radiateurs/ecs »

- Sous-station I12\* « réseaux radiateurs/ecs » + solaire
- Sous-station R01 « réseaux radiateurs et traitement d'air »
- C07 « Salles Blanches »

Le PRESTATAIRE accèdera à ses serveurs via les tablettes en façade d'armoire des tableaux et à distance via une procédure établie en collaboration avec le service informatique (Via Ip fixe) de IMT Atlantique.

Le CLIENT conseille au PRESTATAIRE d'inclure dans son offre une assistance annuelle avec l'intégrateur et gestionnaire de la Gtb (Maintenance et exploitation niveau 4 constructeur avec partenaire local Aireia).

Celle-ci est actée dans la DPGF et fera l'objet d'un contrat de sous-traitance (Voir détail contrat en annexe).

Ce dit contrat avec assistance et mise à niveau annuel facilitera le bon fonctionnement des installations et permettra au PRESTATAIRE de respecter ses engagements.

L'intégrateur adaptera les programmes existant pour faciliter la gestion des installations (ex : visualisation des températures des locaux, modification de vue ...).

## 2.6– EXPLOITATION DU DESLESTEUR R01

Le bâtiment R01 est équipé d'un délesteur automatique permettant l'optimisation de la puissance électrique de l'installation.

Il déleste automatiquement les équipements de production pour limiter la consommation d'énergie. Cette installation est gérée par un prestataire externe RSW.

Le CLIENT conseille au PRESTATAIRE d'inclure dans son offre un contrat de maintenance permettant le suivi mensuel des installations ainsi qu'une prestation ponctuelle de mise à niveau de l'installation mise en service en 2015.

# CHAPITRE 4– MAINTENANCE PREVENTIVE AU TITRE DU P2

## Exploitation Entretien Assistance

### 1. PERIODICITE

Les prestations faisant l'objet du présent contrat comprennent les opérations **de maintenance préventive systématique et conditionnelle de niveaux, 1, 2, 3**, selon la terminologie définie par la norme FD X 60.000.

**Les prestations devront impérativement respecter les périodicités minimales indiquées en Annexe « Gammes de Maintenance »**

En cas de défaut impactant le fonctionnement du campus, le CLIENT pourra exiger une vérification préventive.

Le candidat inclura, au titre de sa redevance P2, les vérifications liées aux contrôles réglementaires et à la sécurité des installations techniques :

- Ramonage et Contrôle combustion (Préparateur Ecs R01)
- Contrôle annuel des disconnecteurs
- Suivi ESP des équipements éligibles incluant conseil au CLIENT
- Suivi des contrôles climatisation
- Contrôle réglementaire de l'étanchéité des circuits frigorifiques
- *Forfait petites pièces détachées*. Exemple : Sont compris, huile, graisse, chiffons, décapant, dégrippant, dégraissant, voyants, ampoules, fusibles, téflon, rubans adhésifs, membranes, étanchéités, étoupe, peinture pour reprises diverses et d'une façon générale, toute pièce dont le coût unitaire est inférieur à 100 €HT

Les vérifications et contrôles réglementaires suivants sont **EXCLUS** du marché du PRESTATAIRE et seront gérés en direct par le CLIENT :

- Contrôle annuel des extincteurs
- Contrôle annuel des B.A.E.S.
- Contrôle annuel des installations électriques, y compris en chaufferies et sous-stations selon l'arrêté du 10 octobre 2000
- Contrôle climatisation et ESP



## 2. PRESTATIONS TECHNIQUES

Voir annexe « Gamme de Maintenance »

### 2.1– PRÉPARATEUR ECS

Le Prestataire assurera les opérations relevant de la réglementation, et notamment (de manière non exhaustive) :

- Le ramonage du conduit de fumée (R01),
- Les contrôles de combustion et de rejets atmosphériques (2 par saison de chauffe),
- La tenue et fourniture des livrets de sous-stations,

### 2.2– RESEAUX HYDRAULIQUES et DESEMBOUAGE

Le PRESTATAIRE aura la responsabilité de l'équilibrage de la totalité des réseaux hydrauliques secondaire (eau froide, eau chaude chauffage, eau chaude sanitaire...) à partir des équipements disponibles.

Cet équilibrage devra être clairement expliqué dans le mémoire technique. La notion de température retour la plus basse possible est un enjeu majeur pour le RCU.

Le PRESTATAIRE manœuvrera/graissera toutes les vannes, vannes motorisées, v3v au moins une fois par an, et s'assurera de leur bon fonctionnement.

Le PRESTATAIRE devra maintenir l'étanchéité des réseaux hydrauliques. Il prend toutes les mesures correctives nécessaires à ce maintien.

Le PRESTATAIRE maintiendra les calorifuges en parfait état de propreté et d'efficacité. Il s'assure régulièrement de l'état de résistance des suspentes et supports. Le PRESTATAIRE effectuera les petites reprises de protection anticorrosion et de peinture des canalisations.

Les robinets thermostatiques équipés de filtration seront visités en fonction des périodicités citées dans l'annexe Gammes de maintenance.

Référence : Robinets thermostatiques de marque Oventrop uni LH avec régulation de débit AQ.

Un désembouage préventif de l'ensemble des réseaux de chauffage sera étalé sur la durée du contrat via l'injection de produits de traitement (Fourniture CLIENT) depuis les sous-stations et le nettoyage des robinets thermostatiques.

Certaines sous-stations sont équipées de filtre magnétique qui nécessite une visite mensuelle pour le nettoyage du barreau magnétique.

Après chaque saison de chauffe en concertation avec le CLIENT, le PRESTATAIRE désembouera une **sous-station par an** composée de 4 départs en moyenne et nettoiera l'ensemble des filtres intégrés aux robinets thermostatiques des circuits de la dite sous-station (environ 300 robinets thermostatiques).

Un mode opératoire « désembouage » devra être décrit dans le mémoire technique.

### 2.3– GEL DES INSTALLATIONS

Aucune installation d'eau (de plomberie sanitaire, de chauffage, d'eau glacée, ...) ne devra geler à l'intérieur comme à l'extérieur des locaux.

Dans le cas d'un gel des installations, la responsabilité du PRESTATAIRE sera engagée. Il fera son affaire des travaux de réparation et des remises en état des installations dans un délai de dix jours avec mise en place de mesures compensatoires.

Lorsqu'un immeuble est inoccupé temporairement, le PRESTATAIRE devra, si le CLIENT ou son représentant désigné lui en fait la demande, y maintenir un régime d'entretien au cours duquel les températures intérieures correspondent à la sécurité contre le gel des installations et (ou) au maintien en bon état des locaux.

## 2.4– TRAITEMENT ET ANALYSE DES EAUX

Le PRESTATAIRE aura la responsabilité du maintien des caractéristiques physico-chimiques de l'eau des différents circuits techniques permettant de préserver les matériels contre le risque de corrosion, d'entartrage et la présence de boue.

Le PRESTATAIRE procédera tous les 2 ans à une analyse physico-chimique complète du réseau principal AEP issus des Bâtiments **J02, K01, K02**.

Le PRESTATAIRE procédera tous les 2 ans à une analyse physico-chimique complète des différents circuits (circuit chauffage, circuit eau glacée...).

- **Ensemble des sous-stations et équipements utilisant de l'eau glacée (Voir liste des équipements en annexe)**

Les résultats des analyses d'eau des réseaux et les actions menées pour correction éventuelle seront consignés dans les documents d'exploitation.

LE PRESTATAIRE assurera une traçabilité mensuelle de la température des boucles de recyclages Ecs. Il assurera suivant les recommandations normatives les chocs thermiques voire chlorés si les analyses s'avéraient non concluantes.

Le suivi pourra être réalisé via la Gtb associée à des visites complémentaires

## 2.5– ECS ET PREVENTION EN MATIERE D'HYGIENE LEGIONNELLE

LE PRESTATAIRE assurera les opérations de maintenance particulières liées à la prévention des risques en matière d'hygiène, conduites notamment dans le but de réduire les risques de développement des bactéries de type Legionella (méthode AFNOR NF T90-431) dans les réseaux ECS des bâtiments suivants :

- **Bâtiments I01, I02, I03, I04, I05/15, I07/14, I08, I09, S01, I06\*, I10\*, I11\*, I12\*, R01, C07**

Les BECS « acier » seront visités et nettoyés tous les ans (y compris remplacement des anodes).

Les BECS « inox » seront visités et nettoyés tous les 2 ans.

LE PRESTATAIRE vérifiera via la Gtb le maintien en température des boucles de recyclage Ecs, appoint électrique et assurera suivant les recommandations normatives les chocs thermiques voir chlorés si le résultat s'avèrait non concluant (à intégrer au marché).

LE PRESTATAIRE inclura dans son marché 2 analyses légionnelles par an et par point de production ECS (au-delà et sur justificatif d'actions menées une facturation complémentaire sera acceptée).

Si le taux de légionnelles s'avérait non conforme à la première série tests, LE PRESTATAIRE s'engage à entreprendre les actions suivantes ;

- Vidange et nettoyage Becs et réseaux
- Désinfection chlorée des circuit Ecs
- Purge et rinçage du bouclage Ecs

En cas de panne et au regard de l'importance des réseaux ECS LE PRESTATAIRE créera un stock d'urgence pour limiter les arrêts liés aux défaillances des résistances électriques BECS + Réchauffeur de boucle. Cette analyse sera à mener dès la prise en main des installations et sera impacté financièrement dans le P3.

## 2.6– DETECTION DE GAZ

Sans Objet

## 2.7– ARMOIRES ET COFFRETS ELECTRIQUES

LE PRESTATAIRE doit au minimum réaliser un entretien des armoires et coffrets électriques alimentant ses installations (nettoyage complet, resserrage des connexions...).

Les arrêts d'urgence, ventilateurs associés aux armoires ou coffrets font également partie des matériels du contrat.

LE PRESTATAIRE doit la vérification et le bon fonctionnement de ces dispositifs de coupure. Il a également à sa charge, le remplacement des vitres brisées des arrêts d'urgence.

## 2.8– NETTOYAGE RESEAUX VENTILATION – HOTTES - CONDUITS

LE PRESTATAIRE missionnera une entreprise spécialisée (ou compétence interne) pour procéder annuellement au nettoyage et désinfections des réseaux suivants :

- Ensemble des réseaux de ventilations, insufflation (y compris hottes) du bâtiment R01 « zone production » suivant réglementation sanitaire en vigueur
- Nettoyage de 600 bouches de ventilation ainsi que 50 cm de conduits sur installation VMC du Campus, y compris MAISEL (-Soit 25% du parc par ANNEE )
- Les bâtiments inspectés seront listés en commun accord avec le CLIENT

Le PRESTATAIRE détaillera les bâtiments à nettoyer annuellement en fonction des degrés de propreté.

Voir annexe « Liste des équipements de ventilation »

## 2.9– RESEAU AIR COMPRIMÉ

LE PRESTATAIRE missionnera une entreprise spécialisée pour procéder annuellement à l'entretien des compresseurs d'air comprimé ainsi que les sècheurs d'air associés (Réseau, J03, K01, C07).

L'entretien des réseaux d'air comprimé seront à la charge du PRESTATAIRE (purge, remplacements filtres...).

LE PRESTATAIRE effectuera une campagne de recherche de fuite via mesure ultrason à la prise d'effet du contrat.

Les éventuelles fuites seront réparées à l'issu de cette campagne.

## 2.10– SUPERVISION

Le CLIENT conseille au PRESTATAIRE de contractualiser avec l'intégrateur Airea une prestation de maintenance annuelle pour optimiser les paramètres d'exploitation des différents serveurs présents sur site qui engloberait les actions suivantes :

- Intervention et mise à niveau sur logiciel

- Evolution de la programmation et page web en fonction des besoins de l'exploitation
- Assistance technique si défaillance

Voir en annexe un contrat type.

## 2.11– RECUPERATION EAU PLUVIALE

LE PRESTATAIRE maintiendra les installations de récupération eau pluviale présente dans les bâtiments B04 et R01 :

- Nettoyage filtres cuves
- Remplacement filtre tamis dans local technique

## 2.12– MAINTENANCE INSTALLATION « TRAITEMENT D'AIR »

Annuellement, LE PRESTATAIRE visitera les installations de traitement d'air comprenant les équipements suivants :

- Caissons traitement d'Air (y compris remplacement filtres annuellement)
- Caissons VMC double flux (y compris remplacement filtres annuellement)
- Tourelles d'extraction, caisson VMC simple flux

## 2.13–SUIVI INSTALLATION SOLAIRE I04 et I012

Annuellement, LE PRESTATAIRE réalisera des actions sur les panoplies solaires présentes au bâtiment I04 et I012 :

- Bilan complet pour estimer l'efficacité et le rendement de l'installation via les rondes de relevés mensuels (taux ensoleillement, relevés compteurs fct-appoint électricité-aérotherme-régulation...)
- Cette installation est gérée de façon autonome (non raccordée à la GTB).

Des rondes mensuelles sont imposées.

- Vérification de l'état et appoint si nécessaire du fluide
- Vérification de l'état des capteurs et nettoyage tous les 2 ans (nacelle incluse)
- Surveillance de l'installation à approfondir en période estivale

## 2.14–OPTIMISEUR ENERGIE

Le CLIENT conseille au PRESTATAIRE de contractualiser avec l'intégrateur RSW un contrat de maintenance gérant l'automatisme de délestage des équipements de cuisson R01

- Intervention et mise à niveau sur logiciel
- Evolution de la programmation et page web en fonction des besoins de l'exploitation
- Assistance technique si défaillance

## 2.15–CLIMATISATIONS SALLES SERVEURS

LE PRESTATAIRE analysera la gamme de maintenance liée à cette catégorie de matériel.

Le CLIENT a défini 2 périodicités en fonction de l'importance des installations frigorifiques.

LE PRESTATAIRE délivrera le Cerfa contractuel et affichera les contrôles d'étanchéité sur les équipements.

En cas de rupture de la chaîne du froid, LE PRESTATAIRE prendra à sa charge toutes les mesures possibles pour assurer la production.

Un dialogue avec le CLIENT sera instauré pour limiter les conséquences de la panne.

Chaque installation sensible est équipée d'une ventilation mécanique de secours.

L'ensemble de la filtration sera inspecté annuellement et remplacé suivant état en concertation avec le CLIENT.

LE PRESTATAIRE restituera annuellement un bilan traçant les consommations d'énergie mensuelle et s'appuiera sur les compteurs reliés à la Gtb (voir annexe Bilan comptage).

Lors de la prise d'effet du contrat, le prestataire déposera des installations non utilisées à savoir :

- J01 : Unité ext et int (sous pression avec fluide)

## 2.16–SALLES BLANCHES

LE PRESTATAIRE analysera la gamme de maintenance liée à cette catégorie de matériel.

Le CLIENT a défini 4 périodicités en fonction de l'importance des équipements.

LE PRESTATAIRE délivrera le Cerfa contractuel et affichera les contrôles d'étanchéité sur les équipements.

Cette installation mise en service en Décembre 2023 se trouve en période de garantie jusqu'à Décembre 2025.

LE PRESTATAIRE assurera la maintenance préventive classique. Des entrevues seront effectuées suivant besoin avec le binôme concepteur/installateur.

LE PRESTATAIRE doit prendre en compte les classements ISO 5 – 6 des salles blanches et adapter la périodicité des remplacements des filtres.

Le CLIENT associé au laboratoire de recherche surveillera régulièrement les « ISO » des salles blanches.

En cas de panne vu la complexité de l'installation, LE PRESTATAIRE en partenariat avec Airea créera un stock d'urgence pour limiter les arrêts (humidificateur, sondes, régulateurs équilibrages ...).

Cette analyse sera à mener dès la prise en main des installations et sera prise en charge financièrement dans le P3.

La sous-traitance avec un intégrateur/maintenance de GTC de marque schneider sera fortement sollicitée lors de dysfonctionnements.

LE PRESTATAIRE restituera annuellement un bilan traçant les consommations d'énergie mensuelle et s'appuiera sur les compteurs reliés à la Gtb (voir annexe Bilan comptage)

Ce bilan sera analysé à chaque réunion bilan annuelle.

## 2.17–CVC et FROID ALIMENTAIRE R01

LE PRESTATAIRE analysera la gamme de maintenance liée à cette catégorie de matériel.

Le CLIENT a défini 2 périodicités en fonction de l'importance des installations frigorifiques.

Les actions de maintenance sont identiques suivant les périodicités.

LE PRESTATAIRE délivrera le Cerfa contractuel et affichera les contrôles d'étanchéité sur les équipements.

En cas de rupture de la chaîne du froid, LE PRESTATAIRE prendra à sa charge toutes les mesures possibles pour assurer cette production indispensable au bon fonctionnement du Restaurant et ses nombreuses chambres froides.

Un dialogue avec le CLIENT sera instauré pour limiter les conséquences de la panne et garantir la continuité de service.

LE PRESTATAIRE restituera annuellement un bilan traçant les consommations d'énergie mensuelle et s'appuiera sur les compteurs reliés à la Gtb (voir annexe Bilan comptage).

### 3. MAINTENANCE CORRECTIVE

Suite à défaillance et appel du CLIENT, LE PRESTATAIRE interviendra pour remettre en état les installations.

#### 3.1– ASTREINTE

Le PRESTATAIRE assure un service d'astreinte **24h/24h et 7jrs/7jrs**, lui permettant de prendre en compte les appels du CLIENT ou d'un représentant et d'intervenir dans un délai de 2h maximum.

En dehors des périodes d'ouverture, le PRESTATAIRE dépêchera **une personne d'astreinte connaissant le site et les installations** et donc capable de prendre les mesures conservatoires en cas de défaillance sur quelque installation que ce soit, incluse au contrat.

En aucun cas, le PRESTATAIRE fera intervenir une personne non salariée de la société pour remédier aux problèmes techniques (gardien...) en dehors des entreprises sous-traitantes déclarées lors de l'appel d'offre ou en cours de marché

Le CLIENT ou son représentant, devra pouvoir joindre à tout moment et quelle que soit l'heure ou le jour, dans la limite de l'astreinte, un responsable du PRESTATAIRE afin de guider les interventions.

Les interventions en période d'astreinte seront assurées au titre de la redevance P2 par le PRESTATAIRE (pas de facturation complémentaire) basé sur l'historique des années précédentes.

- 2021 = 25 interventions
- 2022 = 31 interventions
- 2023 = 28 interventions

A la restitution des rapports d'activités, un bilan sera établi sur les interventions d'astreinte.

#### 3.2– DELAIS A RESPECTER

##### **DELAIS D'INTERVENTION**

Le délai d'intervention maximum correspond au temps entre la signification de la panne au PRESTATAIRE et le début de l'intervention.

Le PRESTATAIRE interviendra dans un délai maximum de deux (2) heures pour une panne (**24h/24h et 365/365j**).

## **DELAIS DE REMISE EN ETAT**

La remise en état définitive s'entend comme la remise en état permettant de retrouver les équipements ou ouvrages selon leurs spécifications initiales.

LE PRESTATAIRE disposera d'un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la détection de la défaillance pour effectuer la remise en état définitive, sauf en cas de délai de livraison supérieur, dûment justifié auprès du CLIENT.

Si, à l'expiration de ce délai, LE PRESTATAIRE ne peut assurer une fourniture normale, LE CLIENT pourra y pourvoir aux frais du PRESTATAIRE.

En plus de cette prise en charge des frais de fourniture, les pénalités pour insuffisance de chauffage OU AUTRE (définies au chapitre 7) s'appliqueront pendant la période où LE CLIENT serait conduit à assurer cette fourniture à la place du PRESTATAIRE.

EQUIPEMENTS « Sensibles » nécessitant une attention particulière :

- Ensemble des sous-stations de chauffage (7 mois/an)
- Ensemble des sous-stations Ecs (Production Ecs 7 mois via RCU, 5 mois via Elec)
- Climatisations Salles serveurs D01-138a, K02-107a
- Climatisations Locaux onduleurs D01-001a, K02-105a
- Installation Froid alimentaire R01
- Installation Salles Blanches C07

## **4. MOYENS DE COMMUNICATION**

LE PRESTATAIRE devra mettre en œuvre tous les moyens pour fiabiliser et tracer les prises d'appels téléphoniques qui peuvent être générés depuis le campus.

LE PRESTATAIRE devra être en mesure de qualifier les appels pour éviter tout déplacement inutile.

La mise en œuvre d'outils d'information/communication en ligne est OBLIGATOIRE pour faciliter le suivi du contrat.

Une main courante informatique via « ticket » ou autre sera exigée pour tracer l'ensemble des interventions et demandes diverses.

# CHAPITRE 5 – MAINTENANCE GARANTIE TOTALE P3 ENCADRE

## 1. DEFINITION DE LA GARANTIE TOTALE P3

La garantie totale P3 consiste normalement en la prise en charge, par LE PRESTATAIRE, du coût du remplacement ou du renouvellement (pièces et main d'œuvre), quelle qu'en soit la cause, de tout le matériel qui compose les installations prises en compte au titre du P3, de telle façon qu'aucune dépense ne soit à la charge du CLIENT.

**Néanmoins, dans le cadre du présent marché, cette garantie totale est plafonnée à la limite financière du montant de la provision P3, fixée à 25 000 € HT par an (hors révision prévue au CCAP) et l'ensemble des clauses du présent chapitre s'entend sous cette réserve. Toute dépense supplémentaire (au-delà de ces 25 k€HT par an) qui serait rendue nécessaire ne sera pas prise en charge par LE PRESTATAIRE au titre du P3 mais fera l'objet d'un devis hors marché. Dans ce cas, LE CLIENT se réservera la possibilité de faire réaliser les travaux par l'entreprise de son choix.**

Ainsi, l'installation devra être maintenue, en permanence, en bon état de marche pour garantir au CLIENT, quoiqu'il arrive, même en cas d'usure normale ou anormale, la continuité et la sécurité du service.

Il ne saurait, en particulier, se prévaloir d'un retard quelconque apporté à la livraison d'un matériel de rechange, pour échapper aux pénalités consécutives à une interruption ou une insuffisance de la fourniture.

LE PRESTATAIRE s'engagera à laisser, en fin de contrat, l'installation qualitativement et quantitativement en état normal d'entretien et de fonctionnement, sans qu'aucune réparation prévisible ne soit nécessaire, et ce, pendant une année complète.

La garantie totale sera donnée par LE PRESTATAIRE, jusqu'à la date d'expiration du contrat.

## 2. REMPLACEMENT EQUIPEMENTS

Sur spécification et accord du CLIENT, LE PRESTATAIRE procèdera aux remplacements des éléments défectueux.

Chaque intervention réalisée au titre du P3 devra impérativement faire l'objet d'un devis précis et préalable, avec accord du CLIENT, détaillant le coût des pièces et nombres d'heures qui sera fourni avant et, où après, pour régulariser l'intervention.

Un tableau de suivi de ces dites dépenses sera tenu à jour par l'exploitant.

Un bilan sera fait après chaque année d'exploitation.

## 3. ETENDUE DE LA GARANTIE TOTALE P3 ENCADRE

LE PRESTATAIRE sera réputé connaître parfaitement les installations qu'il aura prise en charge et renoncera donc à faire état des difficultés liées à la qualité du matériel et à l'exécution des ouvrages, prendra en charge la garantie totale encadré de l'ensemble des matériels listés en Annexe du CCTP, ainsi que l'ensemble des réseaux hydrauliques, aérauliques, calorifuges, gtb ...

## 4. EXCLUSION DE LA GARANTIE TOTALE P3 ENCADRE

Les équipements suivants ne rentrent pas dans le cadre de la garantie totale :

- Les installations de détente et comptage gaz si propriété de GrDF uniquement ;
- Les opérations de désembouage ou rinçage des réseaux chauffage seront prises en charge dans le P2 ;



- Les prestations d'entretien, de fournitures de petits matériels et consommables, tels qu'indiqués à l'annexe du Guide de rédaction des clauses techniques des marchés publics d'exploitation de chauffage (approuvé par la décision n°2007-17 du 4 mai 2007 du Comité exécutif de l'OEAP), ces prestations relevant du poste P2 ;
- La réfection des calorifuges sera à la charge du PRESTATAIRE au titre de la prestation P2, s'il est reconnu que la dégradation est de son fait ;
- Les portes d'accès (hors accessoires) aux locaux confiés au PRESTATAIRE, sauf si elles étaient dégradées par des mauvaises manipulations du PRESTATAIRE ;
- L'ensemble des opérations actées dans le P2

## **5. CERTIFICAT D'ECONOMIE D'ENERGIE (CEE)**

Au cours du marché, il est possible que certains travaux donnent droit à l'obtention de Certificats d'Economies d'Energie dans le cadre de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 modifiée de programme fixant les orientations de la politique énergétique.

Pour chaque opération ouvrant droit à l'obtention de CEE, LE PRESTATAIRE informera LE CLIENT. Dès lors, ce dernier décidera unilatéralement, soit :

- Après proposition valorisée des CEE par LE PRESTATAIRE, de lui confier la constitution du dossier de demande ainsi que la dépose en son nom auprès des services de la DREAL. Dans ce cas, LE PRESTATAIRE adressera systématiquement au CLIENT la copie de la délivrance par le Préfet, des CEE relatifs aux opérations concernées, et LE CLIENT décidera seul de l'imputation financière de la valorisation des CEE.
- De confier à un tiers la constitution du dossier de demande ainsi que sa dépose à la DREAL, le rachat des CEE obtenus étant confiés au tiers.

## **6. REMPLACEMENT DE CIRCULATEURS**

Si au cours du marché LE PRESTATAIRE se trouvait amené à remplacer un ou plusieurs circulateurs, il sera tenu de respecter la directive européenne « ErP » (Energy related Products – 2009/125/CE) relative à l'amélioration de l'efficacité énergétique des produits consommant de l'énergie, et notamment des circulateurs de chauffage. Il prévoira par conséquent d'installer le matériel adapté afin de satisfaire aux exigences de cette directive. Il ne pourra donc pas remettre en cause le montant de la redevance P3GT, défini par ses soins, pour l'application de cette directive.

## **7. TRANSPARENCE ET GESTION DU COMPTE DE GARANTIE TOTALE P3 ENCADRE**

### **7.1 Procédure de validation des travaux à entreprendre**

Avant tout engagement de travaux, LE PRESTATAIRE adressera au CLIENT ou à son Conseil une fiche de demande d'imputation sur le compte P3 et/ou tous devis relatifs à la dépense à effectuer. Cette fiche indiquera précisément les références du matériel à remplacer (marque et modèle), le prix des fournitures, le prix des travaux sous-traités, le nombre d'heures de main d'œuvre et la localisation précise de l'intervention. Dans le cadre de travaux sous-traités, LE PRESTATAIRE transmettra le devis de son sous-traitant. Cette procédure de validation par LE CLIENT et/ou son Conseil s'applique pour tous les travaux inclus dans les prestations P3.

Les prix des fournitures et de la sous-traitance seront multipliés par les coefficients indiqués dans le D.Q.E. Les heures de main d'œuvre seront multipliées par les taux horaires indiqués dans le D.Q.E.

Dans le cas où LE CLIENT et/ou son Conseil ne serait pas d'accord sur la nécessité ou le prix des travaux et fournitures de remplacement, ceux-ci seraient déterminés :

- Soit, en premier lieu, par voie d'expertise amiable.

- Soit en cas de désaccord persistant, par voie de consultation, LE CLIENT se réservant le droit, dans ce cas, de faire exécuter les prestations de Garantie Totale par une entreprise de son choix.

Ces travaux seraient alors réglés par LE CLIENT à l'entreprise de son choix et affectés pour leur montant en moins-value sur la facture P3 suivante émise par LE PRESTATAIRE.

## 7.2.- Travaux urgent (continuité du service)

Dans l'éventualité où une rupture imprévisible d'un matériel rendrait difficile, voire impossible, la continuité du service d'exploitation, LE PRESTATAIRE conserve, en première obligation, la continuité du service, et à ce titre procédera au remplacement immédiat des pièces ou matériels défectueux.

Il devra, dans les 24 heures qui suivent la mise en service des matériels remplacés, faire parvenir au CLIENT et à son Conseil à titre de régularisation l'état des dépenses des travaux effectués. Cette dépense sera affectée au P3 ou si le montant forfaitaire est déjà dépassé sur la période considérée, fera l'objet d'une facturation hors contrat. Il devra conserver dans local technique, pour contrôle, les matériels défectueux qui sont à l'origine des travaux.

## 7.3.- Travaux, gestion financière et apurement de la provision P3 à chaque fin d'exercice contractuel

Un état annuel récapitulatif de chaque saison de chauffe sera remis au plus tard FIN JANVIER dans le compte rendu annuel par LE PRESTATAIRE au CLIENT et à son Conseil. L'absence de remise de ce document, lors de l'arrêt des comptes annuels, entraînera l'application des pénalités prévues au présent contrat et équivaudra au fait qu'il n'y a pas eu de dépenses engagées au titre de la redevance forfaitaire P3 au cours de l'exercice considéré et, en conséquence, les montants correspondants ne sauraient être pris en compte lors du décompte définitif.

Dans le cadre de la transparence, cet état sera obligatoirement accompagné de tous les justificatifs de dépenses : factures fournisseurs, bons d'attachement avec nombre d'heures de main d'œuvre, factures sous-traitantes.

LE CLIENT et/ou son Conseil disposera de deux mois pour examiner l'état annuel récapitulatif, et notifier au PRESTATAIRE son acceptation ou ses contestations. Dans ce dernier cas, LE CLIENT et/ou son Conseil et LE PRESTATAIRE se rencontreront afin de résoudre leurs désaccords. Ces contestations seront notamment systématiques si le montant réel des travaux réalisés est sensiblement inférieur à la fiche/devis soumise préalablement.

A l'issue de chaque année :

Si le solde du compte de provision forfaitaire P3 est positif, LE CLIENT et le PRESTATAIRE s'accorderont sur la réalisation de travaux d'amélioration des installations pour utiliser ce solde.

Le solde du compte de provision forfaitaire P3 ne peut être négatif, LE CLIENT et le PRESTATAIRE s'accorderont sur la réalisation de travaux d'amélioration des installations pour utiliser ce solde.

La résiliation du marché par LE CLIENT, pour tout motif, implique la liquidation du compte de Garantie Totale à la date de résiliation, selon les modalités précisées ci-après.

A l'expiration du marché, l'excédent éventuel des recettes sur les dépenses au titre du P3 sera, soit restitué au CLIENT sur décision unilatérale de sa part, soit utilisé pour la réalisation de travaux d'amélioration des installations à convenir entre les parties.

## 7.4.- Travaux et fournitures hors contrat

Pour les travaux hors contrat (et notamment les travaux proposés si la provision forfaitaire P3 est épuisée), LE PRESTATAIRE appliquera les mêmes taux et coefficients H1, H2, C1 et C2 définis pour les travaux de garantie totale P3.

Ces travaux seront à justifier comme pour les imputations P3.

# CHAPITRE 6 - CLAUSE INTERESSEMENT

Dans le cadre de la conduite des installations, **LE PRESTATAIRE** aura la responsabilité de son propre suivi des consommations. Un intéressement aux économies d'énergie sera mis en place sur le présent marché afin d'engager **LE PRESTATAIRE** sur le suivi et les améliorations énergétiques du site.

L'intéressement prendra effet au **1<sup>er</sup> Janvier de la saison chauffe 2025 et sectoriser par année civile.**

## 1. PERIMETRE DE L'INTERESSEMENT

Le contrat performance énergétique, via une clause d'intéressement s'appliquera à l'ensemble des installations de chauffage des bâtiments du présent contrat à l'exception des locaux suivants :

- Patrimoine issu de la Maisel (- Bâtiments I01, I02, I03, I04, I05/15, I06, I07/14, I08, I09, I10, I11, I12)
- Complexe sportif S03
- Pavillons G01 à G05
- C07 Salles Blanches
- R01 Froid alimentaires
- Salles serveurs

Le bâtiment R01 sera Inclus dans le périmètre. **LE PRESTATAIRE** installera sur la canalisation ECS un compteur sharky dès la prise d'effet du contrat à imputer sur montant P2.

## 2. PLAN DE COMPTAGE

L'annexe « Plan de comptage » liste l'ensemble des compteurs existant reliés à la Gtb.

**LE PRESTATAIRE** exploitera ceux-ci et synthétisera mensuellement l'ensemble des index.

En cas de problème de remontée d'information, le prestataire travaillera en concertation avec l'intégrateur.

**LE PRESTATAIRE** installera dans la première année d'observation les compteurs suivants :

- R01 compteur type Sharky 230v sur départ Eau Chaude Sanitaire

**LE PRESTATAIRE** contrôlera l'ensemble des compteurs type Sharky listés dans l'annexe dédié tous les 2 ans via un prestataire agréé.

Soit 2 prestations de contrôle durant ce marché.

## 3. SUIVI PERIODIQUE

La fourniture et la gestion contractuelle des énergies (Rcu et Gaz naturel) sont gérées par les services propres au **CLIENT** (Service Finances, DPSG).

**LE PRESTATAIRE** communiquera mensuellement tous les index des compteurs d'énergie liés à la clause d'intéressement, ainsi qu'aux dates précises d'allumage et d'arrêt du chauffage.

**LE PRESTATAIRE** s'appuiera sur la Gtb pour exploiter les compteurs existants.

Ces informations seront regroupées sous forme de tableau bord intégrant les informations suivantes :

- Date de relevés
- Nbre de jours entre 2 relevés (définition précise de la consommation par période)
- Consommation mensuelle « chauffage »
- Consommation mensuelle « ecs » (si possibilité technique)
- Ratio de consommation par rapport au DJU de la période
- Consommation globale de la saison
- Comparatif par rapport aux années N-1 N-2
- Consommations électriques des équipements CVC reportés via Gtb

LE PRESTATAIRE analysera finement les consommations afin constater d'éventuelles dérives et mettre en place des actions correctives pour lutter contre les surconsommations.

La Gtb facilitera le suivi des consommations d'énergies dans la mesure où elles sont remontées automatiquement.

#### 4. OBJECTIF DE CONSOMMATIONS ET CALCUL INTERESSEMENT

Suite à la première année d'exploitation, le PRESTATAIRE calculera les cibles NB en fonction de l'historique des 2 années d'exploitation du RCU.

L'objectif de l'exploitant est de tendre vers cette valeur NB.

Sur le principe, si l'exploitation se révèle efficace les bénéfices générés par la baisse des consommations seront divisés entre l'exploitant et le CLIENT à hauteur de 50/50.

Voir détail dans le CCAP.

Dans le cadre de ce marché, il est souhaité la mise en place d'un engagement énergétique et d'un intéressement sur les consommations du RCU liées aux installations de chauffage et la saison de chauffe.

Le calcul d'intéressement est établi par exercice contractuel selon le NB défini contractuellement.

On désigne par:

- **Température contractuelle** : Température de confort à assurer au sein des locaux tout au long de la saison de chauffe pour une température extérieure supérieure à -4°C.  
Cette température contractuelle est fixée à l'article 2.2 du chapitre 3 du présent CCTP.
- **DJU réels** : Degrés Jours Unifiés METEOCLIM base 18 (COSTIC), relevés à la station BREST GUIPAVAS, pour la période réelle de chauffage de chaque année civile.
  - o Les DJU des jours du premier relevé d'index des compteurs en début d'année civile et de mise en service du chauffage sont inclus.
  - o Les DJU des jours d'arrêt du chauffage et de dernier relevé d'index des compteurs en fin d'année civile sont exclus.

Nota : le jour du premier relevé d'index de l'année N+1 et le jour du dernier relevé d'index de l'année N sont identiques.

- **DJU réf** : Degrés Jours Unifiés METEOCLIM base 18 (COSTIC) de référence pour à la station BREST GUIPAVAS, pour une saison de chauffe moyenne
- **NB** : Quantité de combustible contractuelle exprimée en MWh utile théoriquement nécessaires pour assurer le chauffage des locaux, dans les conditions climatiques moyennes précédemment définies par les DJU réf.

- **N'B** : Quantité de combustible contractuellement nécessaire au chauffage des locaux pour la période réellement chauffée (DJU réels) =  $NB \times DJU \text{ réels} / DJU_{\text{réf}}$  sur l'exercice contractuel

En cas d'interruption du chauffage d'une durée supérieure à 24 heures pendant la période chauffée, les DJU correspondants seront déduits des DJU réels. (Exemple = période fermeture, confinement)

- **NC** : Quantité de combustible réellement consommée exprimée en MWh pour le chauffage des locaux pendant la durée effective du chauffage sur l'exercice contractuel.

$NC = \text{consommation totale de combustible sur la saison de chauffe} - m3_{\text{ecs}} \times q_{\text{ECS}}$

Avec:

- $m3_{\text{ecs}}$  : volume d'eau chaude sanitaire consommé au cours de la saison de chauffe
- $q_{\text{ECS}}$  = quantité d'énergie nécessaire pour fournir 1m<sup>3</sup> d'eau chaude à 60°C

Un avenant à conclure entre les Parties viendra fixer les valeurs contractuelles des NB et  $q_{\text{ECS}}$  à l'issue de la première saison.

Un suivi RIGOUREUX des consommations d'eau chaude, de gaz, RCU devra être réalisé au cours de la première année afin d'estimer le NB et le  $q_{\text{ECS}}$  contractuel pour la suite du contrat.

## 5. PARTAGE DES ECONOMIES OU EXCES

A l'issue de chaque exercice, l'intéressement sera calculé en comparant la consommation théorique N'B de chaque groupe de locaux et la consommation réelle constatée NC.

La facturation de l'intéressement sera réalisée sur une facture indépendante et dissociée de la redevance P2.

Les modes de calcul de l'intéressement sont définis ci-après.

Il sera effectué un calcul par cible de consommation.

### Zone de neutralité :

Afin de compenser les incertitudes de comptage et facteurs d'influence autre que la rigueur climatique, il est mis en place une zone de neutralité définie telle que :

- $N'B1 = 0,96 \times N'B$
- $N'B2 = 1,04 \times N'B$

### Repartitions gains / excès:

1. Si la quantité de combustible NC est comprise entre  $N'B1 \leq NC \leq N'B2$ , aucun intéressement, ni pénalité ne sont appliqués sur le calcul du P2.
2. Si la quantité de combustible NC est inférieure à  $N'B1$ , le PRESTATAIRE émet alors une facture complémentaire de:  
Facture d'intéressement =  $50\% \times (N'B - NC) \times K$  (plafonné à 35% du P2 révisé)
3. Si la quantité de combustible NC est supérieure à  $N'B2$ , le PRESTATAIRE prend à sa charge la totalité du dépassement et émet alors un avoir de:  
Avoir =  $100\% \times (NC - N'B) \times K$  (plafonné à 35% du P2 révisé)

Sans que le total des pénalités ne puisse dépasser 35% du montant P2 annuel révisé sur l'exercice considéré.<sup>29</sup>

LE PRESTATAIRE est tenu de proposer au CLIENT toutes suggestions afin d'améliorer les économies d'énergie.

LE PRESTATAIRE est tenu d'adresser au CLIENT le calcul de l'intéressement de l'exercice écoulé, et sa facture ou avoir correspondant, le 20 Février de chaque année au plus tard.

## 6. DEFINITION DU PRIX DU COMBUSTIBLE K

**K** = prix unitaire pour la consommation de combustible nécessaire au chauffage des locaux, exprimé en euros par mégawattheure mesuré au compteur (Part variable des factures d'énergie thermique pour les sous-stations concernées au cours de la période de chauffe hors toutes taxes soit la redevance R1 (la redevance R2 sera exclu du calcul).

/ Total des consommations en période de chauffe indiquées sur ces mêmes factures d'énergie)

K est exprimé en € HT/MWh<sub>utile</sub>

## 7. RÉVISION DU NB :

Une nouvelle quantité de référence NB fera l'objet d'un avenant :

- Si la quantité de combustible consommée NC est supérieure de plus de 10 % à consommation théorique N'B sur 2 saisons consécutives et/ou de plus de 15% sur une saison, et si une des conditions ci-dessous est remplie.
  - o Si l'excès de consommation est justifié par le PRESTATAIRE (les horaires d'occupation et température de confort sont différents des conditions initiales), le NB sera défini à partir de la consommation réelle et fera l'objet d'un avenant
  - o Si l'excès de consommation est dû à une modification des bâtiments, le NB sera négocié entre le pouvoir adjudicateur et le PRESTATAIRE et acté par avenant
  - o Si l'exploitant prouve que le NB ne peut être atteint en respectant les températures contractuelles par la mise en place de moyens d'enregistrement de températures et d'analyses des consommations par rapport au DJU

Si l'excès de consommation ne rentre pas dans les 3 critères ci-dessus et/ou si LE PRESTATAIRE ne peut pas justifier des températures réelles d'ambiance, le NB ne sera pas modifié et restera soumis à l'intéressement.

Si la quantité de combustible consommée NC est inférieure de plus de 10% à la consommation théorique N'B sur 2 saisons consécutives et/ou de plus de 15% sur une saison :

- Une nouvelle quantité de référence NB fera l'objet d'un avenant et s'appliquera à compter de l'exercice suivant

Autres cas particuliers : En cas de

- Modification, sur demande du **CLIENT**, des horaires d'occupation et/ou des consignes de température contractuelles par rapport aux conditions initiales,
- Et/ou modification des bâtiments (Gros Travaux avec impact énergétique)

L'intéressement sera neutralisé sur l'exercice contractuel concerné. Une nouvelle cible NB sera définie à partir de la consommation réelle et/ou prévisionnelle et fera l'objet d'un avenant, pour prise d'effet dès l'exercice suivant.

# **CHAPITRE 7 – INEXECUTION – SANCTIONS – FIN DE CONTRAT – ETAT DES LIEUX – RESILIATION - CONTESTATIONS**

## **1. MISE EN DEMEURE**

Dans le cadre de prestations non conformes et de non-respect des obligations ci-dessus énoncées le CLIENT pourra par lettre recommandée avec AR, mettre le PRESTATAIRE en demeure de remédier aux non-conformités et aux non-respects constatés dans un délai de 48h, à compter de la réception de la lettre de mise en demeure.

## **2. PENALITES**

En cas d'application, les pénalités définies dans le présent article seront soit :

- Déduites des factures P2 établies par le prestataire
- Le PRESTATAIRE procèdera à l'émission d'un avoir correspondant aux montants des pénalités appliquées

Le montant total des pénalités contractuelles sur un même exercice contractuel (période 01/01 au 31/12) ne pourra excéder 40% du montant annuel HT P2 en € actualisé

## **3. DEPANNAGES**

Tout retard ou intervention, survenant au-delà des délais indiqués précédemment après la transmission d'une demande au prestataire, au cours d'une journée, quelle que soit la période de l'année sera sanctionné par une pénalité d'un montant journalier égal à :

**« 6 fois la Valeur du montant annuel HT du P2 / 365 »**

## **4. PRESTATIONS P2 ET P3 « Non conformes »**

Dans le cadre de prestations non conformes P2 ou P3 et de non-respect des obligations ci-dessus énoncées le CLIENT pourra par lettre recommandée avec AR, mettre le PRESTATAIRE en demeure de remédier aux non-conformités et aux non-respects constatés dans un délai de 48h, à compter de la réception de la lettre de mise en demeure.

Si à l'expiration de ce délai, le prestataire ne peut remédier aux défaillances constatées, le CLIENT peut y pourvoir aux frais, risques et périls du prestataire.

Les pénalités s'appliqueront automatiquement au-delà du délai de 48h jusqu'à la complète réalisation des prestations. Ces pénalités seront, en fonction de la prestation concernée, de 1% du montant total annuel HT P2 ou P3 par jour de retard et par prestation non réalisée ou non conforme.

## **5. INSUFFISANCE OU EXCES DE TEMPERATURE**

L'insuffisance ou excès dans la fourniture de chauffage, seront soumis à pénalités si, à la suite d'un constat contradictoire entre les parties (mesures à réaliser dans les conditions définies par la chambre syndicale des installateurs de chauffage) la température intérieure diffère en + ou – 5°C pendant une durée de 16h par rapport à celle demandée par le client, pourvu que cette demande n'excède pas les possibilités de l'installation, le CLIENT étant pendant cette durée en droit de vérifier que les réglages de l'installation sont restés inchangés.



Chaque fois que l'écart ci-dessus indiqué sera constaté pendant les durées considérées, il sera appliqué une pénalité d'un montant journalier égal à :

**« 6 fois la valeur du montant total annuel HT du P2/365 »**

## **6. FOURNITURE DE DOCUMENTS DIVERS**

Les pénalités suivantes sanctionneront les retards dans la fourniture des documents et renseignements au **CLIENT** :

D'une réponse dans les 20 jours à réception d'un courrier en recommandé du **CLIENT**, pénalité de 150 € par jour de retard.

Dispositions prises en réunion : délais définis en réunion et formalisés par le compte rendu rédigé par **LE CLIENT** et/ou son Conseil, pénalité de 50 € par jour de retard et de non-respect des délais.

Contrôles périodiques réglementaires : contrôles annuels de fonctionnement des disconnecteurs, inspections annuelles des manchettes témoins (si existantes), analyses de recherches de légionelles pénalité de 500 € par semaine de retard et par contrôle accompagné du commentaire du **PRESTATAIRE**.

Enregistrement de températures : pénalité de 50 € par jour de retard dans la réalisation des enregistrements de température contractuels tel que défini au présent contrat.

Attestation d'assurance : à remettre au plus tard le 1er janvier de chaque saison, pénalité de 50 € par jour de retard.

Décompte P3 : à remettre au plus tard le 28 Janvier suivant la fin de chaque exercice, et accompagné des justificatifs, pénalité de 500 € par semaine de retard.

Factures d'intéressements : à remettre au plus tard le 20 février suivant l'exercice précédent, pénalité de 500 € par semaine de retard.

Rapport ou attestation de prestation particulière ou de contrôle réglementaire : à remettre au plus tard 60 jours après la réalisation du contrôle réglementaire ou de la prestation particulière (cerfa étanchéité par exemple), pénalité de 50 € par jour de retard et par document non remis.

Mise en place des cahiers de sous-station : pénalité de 500 € par semaine de retard 3 mois après la prise d'effet du marché.

Consignation des interventions et mise à jour des cahiers de sous-station : pénalité de 500 € par semaine de retard

Renseignement du registre de sécurité : pénalité de 50 € par semaine de retard.

Le non-respect par **LE PRESTATAIRE** des prestations suivantes :

Non mise en place d'indicateurs techniques tels que : taux d'interventions préventives et correctives réalisées, délais d'intervention en astreinte, nombre d'appels en heures et hors heures ouvrées, évolution des demandes d'interventions par lot technique, pénalités égale à 500 € par semaine de retard,

Non édition d'un rapport annuel récapitulant l'ensemble des données demandées par **LE CLIENT** dont notamment les relevés d'index des compteurs, pénalité égale à 50 € par semaine de retard à compter du 10 du mois n+1 suivant la non édition du rapport du mois n,

Participation à des réunions avec **LE CLIENT** (Comité de pilotage du dossier), pénalité forfaitaire égale à 200 € par réunion à laquelle **LE PRESTATAIRE** n'aura pas été représenté (Min = 5 réunions/anMax = 10 réunions/an)



Le non mise à jour annuelle de l'inventaire des matériels de plus de 500 € présents sur site, pénalité égale à 50 € par semaine de retard à compter du 20 février de chaque année civile et le 15 octobre 2024 à la prise d'effet du contrat.

Les documents fournis par **LE PRESTATAIRE** relatifs aux installations (listing matériels mis à jour par exemple) le seront sous format informatique exploitable et modifiable par **LE CLIENT**.

La transmission d'un document ne répondant pas à ces critères entraînera l'application d'une pénalité égale à 50 €HT par semaine suivant le signalement du défaut par **LE CLIENT** et ce tant que **LE PRESTATAIRE** ne l'aura pas corrigé.

Les pénalités du présent paragraphe sont établies en valeur du 1er septembre 2020 et seront révisées au moment de leur application selon la formule utilisée pour les taux horaires de main d'œuvre définie à l'article 10.

## 7. SURCONSOMMATION EAU (RESEAU CHAUFFAGE)

En cas de fuite sur le réseau chauffage ou eau chaude sanitaire (si existant), le **PRESTATAIRE** devra informer le **CLIENT** dans un délai maximum correspondant à la fréquence des visites des installations.

Tout retard d'information se traduira par une pénalité correspondant au coût de l'eau de ville surconsommée à laquelle s'ajoutera une pénalité correspondant au coût du réchauffage s'il s'agit d'une fuite sur le circuit d'eau chaude sanitaire.

**LE PRESTATAIRE** procédera par ailleurs dans les meilleurs délais aux réparations des matériels et équipements sous sa responsabilité.

La quantité d'eau surconsommée sera estimée d'après la consommation habituellement observée sur la même période.

Le coût unitaire (par m<sup>3</sup>) d'eau surconsommée sera déterminé d'après les factures du fournisseur d'eau.

Si existant : Le coût unitaire (par m<sup>3</sup>) du réchauffage de l'eau surconsommée sera déterminé d'après les factures du fournisseur d'énergie sur la base d'une consommation de **100 kWh** utile par m<sup>3</sup> d'eau réchauffé.

## 8. LIMITES DES OBLIGATIONS

Néanmoins, **LE PRESTATAIRE** ne peut être tenu pour responsable des interruptions dues :

- A la force majeure,
- Au défaut d'exécution, par **LE CLIENT**, des travaux rendus nécessaires par les textes réglementaires de sécurité, malgré l'indication de leur nécessité par **LE PRESTATAIRE**, dès que ce dernier en a connaissance.

## 9. RESILITATION – FIN DE CONTRAT

Le présent contrat prenant fin normalement le 01/06/2029, **LE PRESTATAIRE** s'engage à laisser, en fin de marché, les installations en parfait état de propreté et d'entretien et prêtes à assurer la poursuite de l'exploitation sans incident pendant une année civile.

Tout incident pendant cette période et résultant d'un défaut d'entretien ou d'anticipation sur le changement d'un matériel sera à la charge du **PRESTATAIRE**.

A cette fin, le 01/01/29 au plus tard, soit six mois avant l'échéance contractuelle, un état des lieux et un examen de l'état d'entretien et de fonctionnement des installations seront faits contradictoirement (avec, si nécessaire, le concours d'un organisme de contrôle choisi par **LE CLIENT**), et **LE PRESTATAIRE** disposera des six derniers mois du contrat pour remédier à toutes les demandes ou anomalies listées dans le procès-verbal qui sera dressé.

**LE PRESTATAIRE** ne pourra céder son marché en totalité ou en partie sans l'autorisation du **CLIENT**, sous peine de résiliation.

En fin de contrat, il est rappelé que l'article dédié au clause de fin contrat devra s'appliquer.

**LE PRESTATAIRE** laissera à disposition du **CLIENT** l'ensemble des documents établis au cours du marché. Il assurera également un accompagnement du nouveau **PRESTATAIRE** en cas de chevauchement de contrat.

En sus des pénalités définies au chapitre 7, le marché peut, selon les modalités prévues ci-dessous, être résilié aux torts du **PRESTATAIRE** sans que celui-ci ne puisse prétendre à indemnité :

- Pour tout retard, interruption ou insuffisance de fourniture, pour toute prestation non conforme, **LE CLIENT**, ayant mis **LE PRESTATAIRE** en demeure de remédier à ces défauts dans un délai de 48 heures, à compter de la réception d'une lettre recommandée de mise en demeure, pourra y pourvoir aux frais du **PRESTATAIRE**.
- Si 48 heures après ce premier délai, **LE PRESTATAIRE** ne pouvait assurer une fourniture normale, le marché pourra alors être résilié.
- S'il était constaté que **LE PRESTATAIRE** ne respectait pas la législation ou la réglementation du travail.

Il en sera de même :

- D'une façon générale, si **LE PRESTATAIRE** ne respectait pas l'une des clauses du contrat,
- Si **LE PRESTATAIRE** se refusait ou se montrait incapable d'assurer l'exploitation qui lui est confiée et d'entretenir ou renouveler le matériel des installations,
- Si **LE CLIENT** ou tout expert en exploitation de chauffage, nommé à sa demande par le tribunal compétent, constatait ou faisait constater soit des modifications régressives dans la structure technique et l'organisation du **PRESTATAIRE**, soit des manquements notables aux prestations objet du contrat qu'il jugerait comme étant de nature à entraîner à terme des désordres préjudiciables à la pérennité des installations exploitées.
- S'il était constaté que **LE PRESTATAIRE** ait commis des actes frauduleux portant notamment sur la nature, la qualité ou la quantité des prestations.

Toutefois, si **LE PRESTATAIRE** ne pouvait remplir ses obligations, par suite de circonstances de force majeure, il rechercherait avec **LE CLIENT** toutes mesures à prendre afin d'éviter un arrêt définitif de la fourniture et d'organiser la poursuite de l'exploitation. Si aucune solution ne peut être trouvée, **LE PRESTATAIRE** ou **LE CLIENT** pourra demander la résiliation du contrat.

La résiliation du contrat aura lieu de plein droit en cas de disparition, liquidation judiciaire, ou faillite du **PRESTATAIRE**.

Le marché pourra être résilié unilatéralement par **LE CLIENT** si **LE PRESTATAIRE** refusait ou se révélait incapable de mettre en œuvre, dans des conditions satisfaisantes, les mesures d'économie prescrites par **LE CLIENT** ou se refusait à appliquer au montant de son marché l'incidence financière de ces mesures.

Un décompte P3 sera réalisé à la date de résiliation du contrat, il sera établi indépendamment des sommes à régler par **LE CLIENT** au titre du Plan de Progrès déjà mis en œuvre par **LE PRESTATAIRE**.

L'apurement du compte sera réalisé selon les conditions de l'article dédié.

## **10. CONTESTATION**

Les différents ou litiges qui viendraient à se produire suite ou à l'occasion du présent C.C.T.P. seront résolus par voie d'arbitrage par un expert qui sera nommé d'un commun accord par les Parties.

Les contestations qui s'élèveraient entre les parties au titre du présent C.C.T.P. et du C.C.A.P. et qui n'auraient pu être réglées par le recours à un expert seront soumises à la compétence du Tribunal administratif compétent.

# CHAPITRE 8 - DOCUMENTS D'EXPLOITATION ET D'INFORMATION

## 1. DOCUMENTS D'EXPLOITATION

### Registre de maintenance

Le PRESTATAIRE établira et tiendra à jour un registre de maintenance, dans lequel il notera à chaque passage sur le site :

- Les interventions sur défaut de fonctionnement,
- Les principales opérations de maintenance,
- Les relevés de température effectués dans les locaux,
- Les paramètres de fonctionnement des installations,
- La vérification du réglage de la programmation gérée par la Gtb,
- Les contrôles techniques annuels (contrôle des caractéristiques des installations),
- Les résultats des analyses d'eau,
- Compte rendu d'incident.

Le PRESTATAIRE établira pour chaque incident un compte-rendu écrit, comportant l'analyse des causes, les mesures prises éventuellement pour assurer la continuité du service, les opérations de remise en état définitive. Au préalable, le CLIENT aura été immédiatement informé de l'incident.

Ce compte-rendu d'incident sera communiqué au CLIENT avec le rapport trimestriel.

Le registre de maintenance utilisera un support informatique web consultable par plusieurs interlocuteurs côté CLIENT.

### Plans et notices descriptives

Le PRESTATAIRE devra la mise à jour de ces documents, selon les modifications qu'il apportera aux matériels sous version DWG et PDF.

### Livrets de sous-station

Le PRESTATAIRE fournira dans chaque sous-station, lors de sa première intervention, un livret de suivi ou scan code.

Au plus tard un mois après la prise d'effet du marché, l'ensemble des livrets devront avoir été mis en place accompagnée d'un support de rangement.

LE PRESTATAIRE tiendra à jour ces documents à chaque passage en actant l'ensemble des opérations sur les équipements du local.

### Carnets de suivi des réseaux Ecs

L'exploitant tiendra à jour les carnets de suivi des réseaux ECS vis-à-vis du risque « Legionella » conformément à la réglementation et aux préconisations de la DDPP.

Au cas où ceux-ci n'existeraient pas, le PRESTATAIRE met en place dans chaque sous stations, lors de sa première intervention, un carnet des dits réseaux. Au plus tard un mois après la prise d'effet du marché, l'ensemble des carnets de suivi ECS devront avoir été mis en place, à raison d'un carnet de suivi ECS par production ECS.

## 2. DOCUMENTS PERIODIQUES A FOURNIR AU CLIENT

### Maintenance préventive

Cet entretien programmé sera planifié par le PRESTATAIRE dans un délai de **Deux mois** suivants la prise d'effet du contrat.

Il devra être scrupuleusement respecté et réalisé en fonction des gammes de maintenance.

Le PRESTATAIRE devra mettre à jour le planning de maintenance au fur et à mesure de l'exécution des opérations de maintenance et devra à la demande du CLIENT faire un état précis de l'avancement des prestations.

Dans le cas de retard, le CLIENT sera averti et en tout état de cause, le PRESTATAIRE devra s'organiser pour que tout retard soit résorbé le dernier jour de chaque mois.

Par ailleurs, le PRESTATAIRE planifiera les opérations de maintenance préventive, avant la date anniversaire de son contrat pour l'année suivante.

Le planning de maintenance sera remis avec le rapport annuel d'exploitation + tenu à jour, tel que défini par le présent CCTP.

### Rapport annuel

Pour chaque exercice contractuel (du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre), le PRESTATAIRE établira et transmettra au CLIENT un bilan détaillé et précis de l'état du matériel dont il assurera l'exploitation. Il est donc élaboré à partir de la liste des équipements que le PRESTATAIRE devra tenir à jour sous format informatique.

Ce bilan sera transmis au plus tard le 20 février N+1 (pour l'exercice contractuel du 1<sup>er</sup> janvier N au 31 décembre N) et fera l'objet d'une réunion dite « Annuelle » avec tous les protagonistes.

Ce bilan devra faire apparaître, élément par élément :

#### **Au regard de l'exploitation :**

- La durée de vie probable,
- Les caractéristiques et les performances des équipements importants (rendement, débits, delta température...),
- Une statistique des pannes établissant des relations de causes à effets,
- Les anomalies constatées à l'occasion de ces examens,

**Au regard de la réglementation :** la nature de tout ce qui ne serait pas conforme et les évolutions normatives ESP.

#### **Au regard de la main d'œuvre :**

- Le PRESTATAIRE réalisera un décompte des heures de présence sur le site par les techniciens affectés au contrat. Les déplacements ne seront pas à inclure dans ce décompte.

Nota : si l'urgence le justifiait, les anomalies de cet ordre seront signalées au CLIENT sans attendre le rapport annuel.

#### **Au regard de l'évolution des besoins :**

- La mise en évidence de l'éventuelle insuffisance des installations face à une évolution des besoins qu'il conviendra de définir avec rigueur.

Ce bilan devra déboucher sur l'énoncé des conséquences qui découleraient du fait de ne pas en tenir compte et sur des propositions de solutions adaptées aux défauts qu'il aura permis de mettre en évidence.

Il devra entraîner une remise en cause de l'entretien programmé, donc, éventuellement, une proposition de modification.

Ce bilan et les propositions de solution, seront présentés au CLIENT par écrit et, si celui-ci le désire, selon un plan qu'il aura demandé.

### **3. REUNIONS de SUIVI**

La fréquence des réunions sera trimestrielle permettant le suivi de la maintenance et des travaux en instance. Le PRESTATAIRE réalisera un compte rendu à l'issue de chaque réunion de suivi et tiendra à jour les dépenses liées aux remplacements des pièces défectueuses.

Des visites seront réalisées durant ces dites réunions pour évaluer la qualité des prestations.

Calendrier prévisionnel des réunions = Janvier-Mai-Septembre-Novembre

Des réunions intermédiaires pourront être déclenchées à l'initiative du CLIENT en cas de nécessité.

Une réunion annuelle sera programmée pour exposer le rapport d'activité et les différentes consommations.

### **4. RELEVES MENSUELS**

Tous les mois de l'année, le prestataire communiquera au client les relevés suivants :

- Relevés du compteur gaz
- Relevés des compteurs RCU
- Relevés des compteurs listés en annexe comptage issu de la GTB
- Relevés des températures de la boucle recyclage et consommation appoint électrique « Réseau Ecs »
- Relevés des indicateurs panneaux solaires
- Relevés des indicateurs groupe eau glacée « salle immersive »
- Relevés des indicateurs Ecs « Restaurant »
- Relevés des appoints d'eau chaufferie

# CHAPITRE 9 - SECURITE DES PERSONNES ET DES BIENS

## 1. REGLES GENERALES DE SECURITE

Le PRESTATAIRE respectera l'ensemble des dispositions concernant la sécurité des biens et des personnes.

Le CLIENT pourra suspendre tout travail entrepris dans des conditions de sécurité ou de protection insuffisantes.

Le PRESTATAIRE ne pourra alors reprendre les travaux qu'après justification du respect des conditions de sécurité.

Dans ce cas, le PRESTATAIRE supportera toutes les conséquences de ces décisions :

- Pénalités pour retard ;
- Prestations complémentaires ;
- Intervention d'une autre entreprise.

### Matériels

Le PRESTATAIRE devra maintenir les matériels lui appartenant, dans un parfait état de marche et les contrôler régulièrement.

Le PRESTATAIRE devra prendre toutes dispositions pour que le matériel reste ou soit rendu conforme aux règles de sécurité en vigueur.

Le PRESTATAIRE devra maintenir en parfait état de marche les matériels mis à sa disposition exclusive par le CLIENT. Le CLIENT prendra en charge les mises en conformité qui s'avèreraient nécessaires sur ces matériels.

### Personnes

Le PRESTATAIRE instruira son personnel sur les règles de sécurité du travail, tant générales que particulières.

Tout intervenant du PRESTATAIRE devra disposer du Titre d'Habilitation et de la formation réglementaire nécessaire pour assurer les différentes missions qui lui sont confiées ( habilitations des personnels intervenants à renseigner avant intervention )

Le PRESTATAIRE veille à faire observer, par son personnel, les règles de sécurité du travail, notamment en ce qui concerne :

- les alarmes et règles de sécurité incendie,
- le travail en hauteur,
- l'encombrement de passages et les plans de circulation,
- les zones interdites,
- l'utilisation des équipements et machines,
- l'utilisation des sources d'énergie,
- les tenues vestimentaires de sécurité,
- les moyens de prévention des risques collectifs ou individuels,
- la manipulation des objets lourds et des produits à risques,
- la demande de permis et autorisations nécessaires en fonction du type de travaux effectués,
- aux travaux utilisant une flamme couverte ou non,
- aux travailleurs isolés,
- aux travaux en dehors des heures normales,
- aux règlements électriques,
- Aux registres des contrôles techniques obligatoires.
- Les règles de circulations sur le campus

Cette liste n'est pas limitative.

### Discipline

Le PRESTATAIRE s'engagera à faire respecter auprès de son personnel et de ses sous-traitants les règlements intérieurs et de sécurité, notes et consignes propres au site.

A titre indicatif et non limitatif, il est interdit au personnel du PRESTATAIRE :

- d'utiliser le téléphone sans autorisation du CLIENT ou d'un occupant,
- de prendre des repas ou casse-croûte à l'intérieur des locaux non affectés à cet effet,
- d'introduire ou de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux, aussi bien que d'y pénétrer en état d'ivresse, fumer dans l'enceinte de l'établissement
- de provoquer du désordre, d'une façon quelconque, sur les lieux du travail et leurs dépendances,
- de tenir des réunions dans l'enceinte des locaux,
- de manquer de respect aux usagers,
- de se faire aider, dans l'exécution de son travail, par une personne étrangère à l'entreprise.

## **2. PLAN PREVENTION**

Les prescriptions relatives à l'hygiène et à la sécurité seront appliquées conformément à la réglementation en vigueur (notamment le Décret n° 92-158 du 20 février 1992).

Le PRESTATAIRE devrait se conformer parfaitement à l'ensemble des dispositions prévues par le Code du Travail et par la réglementation en vigueur à la date d'exécution des prestations, l'application desdites dispositions relevant totalement de responsabilité du PRESTATAIRE.

Au plus tard trente (30) jours calendaires après la notification du contrat, le plan de prévention sera établi par le CLIENT et le PRESTATAIRE (et ses sous-traitants éventuels).

Le plan de prévention indiquera, de façon précise et détaillée :

- les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques courus par le personnel tant dans les modes opératoires lors de leur définition, que dans les différentes phases d'exécution des travaux. Il explicitera en particulier les moyens de prévention concernant, d'une part, les chutes de personnel et de matériaux, d'autre part, les circulations verticales et horizontales d'engins.
- les mesures concourant à une bonne hygiène de travail.

Pendant toute la durée du contrat, le PRESTATAIRE contrôlera, en coordination avec le CLIENT la parfaite adéquation du plan de prévention avec les conditions d'exécution de la prestation susceptibles d'évoluer.

Le cas échéant, il demandera une remise à jour, qui sera établie en coordination avec le CLIENT.

Le plan de prévention et ses mises à jour seront tenus à disposition des organismes d'hygiène et de sécurité.

## **3. PROTECTION DES INSTALLATIONS EXISTANTES**

Le PRESTATAIRE prendra toutes les précautions et les dispositions pour que l'état des meubles, immeubles, aménagements, installations techniques, équipements des locaux, etc... ne soit pas altéré par ses interventions.

Ces dispositions seront laissées à son initiative et il en assurera la responsabilité et les coûts.



Il sera rigoureusement interdit au personnel du PRESTATAIRE de manipuler, pour quelque raison que ce soit, les appareils et matériels se trouvant dans les locaux et ne faisant pas l'objet des prestations du contrat.

Les désordres ou incidents qui pourraient résulter de la faute du PRESTATAIRE seront réparés par lui-même et à ses propres frais, dans les délais prescrits par le CLIENT.

A défaut d'exécution rapide de ces réparations et après ordre de service resté sans effet, le CLIENT pourra, sans qu'il soit nécessaire de recourir à une mise en demeure, les faire exécuter aux frais du PRESTATAIRE, par tous les moyens qu'il juge bon.

#### **4. SIGNALISATION DES TRAVAUX**

Chaque fois que cela sera nécessaire, le PRESTATAIRE devra, à ses frais et après approbation par la MOA, placer les barrages ou déviations, poser les écriteaux et prendre toutes les dispositions pour assurer la signalisation et prévenir les divers usagers de la présence de zones interdites.

Si du personnel du CLIENT était présent sur le site, il devra être associé à la réalisation et à la coordination de la signalisation.

En cas de carence du PRESTATAIRE, ou en cas de danger, le CLIENT se réservera le droit de prendre toute mesure utile aux frais du PRESTATAIRE, et sans mise en demeure préalable, sans que cette action ne puisse dégager la responsabilité de celui-ci en cas d'accident.

#### **5. TRAVAIL EN HAUTEUR**

Pour réaliser ses prestations en hauteur, le PRESTATAIRE mettra à disposition de ses intervenants des nacelles élévatrices ou des échafaudages conformes aux normes en vigueur et ayant subi les contrôles réglementaires périodiques obligatoires. (+ habilitations des personnels intervenants et règles de sécurité liées à la circulation sur le campus et à la coactivité immédiate avec l'activité de l'école)

#### **6. PROCEDURES EN CAS DE SINISTRE**

En cas de sinistre, le PRESTATAIRE a la responsabilité :

- de prévenir le CLIENT,
- de déclencher, dans la mesure de ses capacités, toutes les actions nécessaires de sauvegarde,
- et pour les installations et ouvrages placés sous sa responsabilité, de mettre en œuvre tous les moyens utiles de secours et/ou de remplacement.

#### **7. VESTIAIRES**

Le prestataire se verra attribuer un local servant de vestiaire et lieu de stockage des fournitures.

#### **8. RISQUE AMIANTE**

Tous les bâtiments dont le permis de construire a été délivré avant le 1er juillet 1997 sont susceptibles de contenir de l'amiante. Dans ce contexte, **LE PRESTATAIRE** respectera les clauses précisées ci-dessous ainsi que les réglementations en vigueur.

Les bâtiments concernés présentant un permis de construire délivré après le 1er juillet 1997 ne sont pas concernées par le présent article.

Pour tous les travaux (prévus ou non prévus) engagés lors du CONTRAT, et notamment au titre de la garantie totale P3, la réalisation du Repérage des matériaux amiantés Avant Travaux (R.A.T. ou D.A.A.T.) concernant la protection des travailleurs selon le décret du 04 mai 2012 (2012-639) est déléguée à la charge du **PRESTATAIRE**.

Ainsi, **LE PRESTATAIRE** :

- Fera réaliser ces repérages par un opérateur certifiée dans le cadre de son marché ;
- Ne pourra débuter tout travaux sans disposer de ce document (conformément au décret n°2017-889 du 09 mai 2017) ;
- Devra s'assurer que les R.A.T. ainsi réalisés sont conformes à la nature et au périmètre des travaux qui seront réalisés, et être en mesure de le confirmer au **CLIENT** ;
- Transmettra systématiquement les R.A.T. ainsi réalisés au **CLIENT**.

Dans le cas où des matériaux amiantés seraient mis en évidence, **LE PRESTATAIRE** proposera toutes les solutions alternatives pour éviter de travailler avec les matériaux amiantés présents sur le site.

Dans le cas où des matériaux amiantés seraient mis en évidence et qu'ils nécessiteraient d'être traités pour la réalisation des travaux, l'ensemble des surcoûts engendrés (travaux, procédures, mesures d'empoussièrement, etc.) seront supportés par **LE CLIENT**.

**LE PRESTATAIRE** adressera une offre financière de ce surcoût. Cette offre devra notamment détailler ses procédures d'interventions au voisinage de l'amiante ou pour retirer les matériaux amiantés.

Pour chaque travail concerné, si l'offre du **PRESTATAIRE** au regard de ces opérations liées à l'amiante était retenue par LE CLIENT, alors :

- **LE PRESTATAIRE** devra être habilité pour intervenir selon les dispositions des sous-sections IV et III du chapitre II du titre 1er du livre IV de la quatrième partie du Code du Travail.
- Pour les interventions de retraits de matériaux amiantés répondant à la sous-section III, **LE PRESTATAIRE** devra être certifié et qualifié Qualibat 1552 pour chaque processus d'intervention engagé ou proposer un sous-traitant répondant à cette exigence.
- **LE PRESTATAIRE** veillera à prévoir toutes les protections individuelles et les protections collectives conformément aux arrêtés ministériels du 7 mars 2013 et du 8 avril 2013.
- **LE PRESTATAIRE** prévoira dans son offre, quels que soit les niveaux ou les scores, le coût des travaux en lien avec l'amiante dans le cadre du présent dossier et selon les différents documents cités précédemment.
- **LE PRESTATAIRE** prévoira la gestion des déchets et leurs emballages, la gestion des zones de stockage et d'enlèvements des déchets, puis le suivi du traitement de ces déchets.
- Dans le cas où les travaux répondraient de la sous-section IV, **LE PRESTATAIRE** aura en charge la transmission aux organismes compétents, pour information, les procédures d'interventions. **LE PRESTATAIRE** justifiera de cette démarche auprès du **CLIENT**.
- Dans le cas où les travaux répondent de la sous-section III, **LE PRESTATAIRE** aura en charge la transmission aux organismes compétents, pour avis, les procédures d'interventions. **LE PRESTATAIRE** justifiera de cette démarche auprès du **CLIENT** et transmettra l'avis définitif avant le démarrage des travaux.
- **LE PRESTATAIRE** organisera et prendra à sa charge tous les contrôles d'empoussièrement exigés par la réglementation en vigueur.
- Dans le cadre du suivi des déchets sous la responsabilité du **CLIENT**, **LE PRESTATAIRE** transmettra à ce dernier :
  - o avant l'enlèvement des déchets, le numéro d'acceptation préalable transmis par le centre de traitement,
  - o après l'enlèvement, le bordereau de suivi des déchets dangereux contenant de l'amiante (formulaire CERFA) ou, selon le délai de retour, le document intermédiaire de prise en compte des déchets par le centre.

Tout changement législatif après acceptation de l'offre du **PRESTATAIRE** modifiant ses obligations et devoirs vis-à-vis de l'amiante devra être communiqué au **CLIENT** dans les plus brefs délais et se traduira, si besoin, par une prestation supplémentaire.

**LE PRESTATAIRE** s'engagera à prendre toutes les précautions pour protéger et ne pas affecter les occupants, les intervenants ainsi que son personnel.